

L'ÉCHO DU KÉPI

Bulletin d'information de l'Association d'Aide aux Membres et Familles de la Gendarmerie

L'AAMFG est signataire de la Charte des associations avec la Direction Générale et est membre de l'Entente Gendarmerie



www.aamfg.fr



Les gendarmes et le confinement



• L'AAMFG CONVIÉE
À LA CÉRÉMONIE DES VŒUX
DU MINISTRE DE L'INTÉRIEUR

Retrouvez-nous sur
twitter.com/aamfg



Retrouvez-nous sur
www.facebook.com/AAMFG.fr



• L'AAMFG CONVIÉE
À LA CÉRÉMONIE D'HOMMAGE
AUX GENDARMES MORTS



TEMPS D'ANTENNE POUR LA GENDARMERIE EN BRETAGNE
«TV RENNES BUSINESS CLUB»

Notre association d'Aide aux Membres et Familles de la Gendarmerie est membre de l'Entente Gendarmerie et fait partie des associations signataires de la Charte des associations avec la Direction Générale.

■ **Nous contacter :**
nos bureaux,
nos adresses...

48



ECHO
du Képi
Semestriel Edition 2020
Revue Officielle de
**L'ASSOCIATION D'AIDE AUX
MEMBRES ET FAMILLES DE
LA GENDARMERIE**
Siège Social : 35, les planèzes
23400 Bourganeuf
Siège Administratif :
Caserne Bongéot - Route de Corbigny
23000 Gueret
www.aamfg.fr
SAP
Régie exclusive
Service Administratif Publicitaire
565, Avenue du Prado 13008 Marseille
Tél : 04 91 57 37 68 / Fax : 04 91 57 37 69
Tél : 0800 746 583 / Fax : 0800 746 543
Mail : secretariat@sap-editions.fr
N° de TVA intracom. : FR31 797 511 276 00017
Impression
MEDIAPRINT
ZAC St Martin 23, rue Benjamin Franklin
84120 PERTUIS
Tél. 04 90 68 65 56 | 04 86 85 24
Crédits photos :
Ch. Dubois, Florian Leroy, Ch.M. Absolut-vision, All free,
Toute erreur ou omission, étant involontaire,
ne peut engager la responsabilité de SAP

- Un dessin pour un gendarme 4
- L'opération de solidarité et de cohésion avec le soutien de l'AAMFG.... 6
- L'AAMFG aux vœux du ministre de l'intérieur 7
- L'hommage aux gendarmes morts en 2019 10
- L'AAMFG conviée à l'adhésion d'une 22e association à la charte..... 13
- **DOSSIER : Il y a 2 ans tombait Arnaud Baltrame** 17
- **Christophe Castaner inaugure la nouvelle gendarmerie de Baud**..... 22
- **DOSSIER : Temps d'antenne pour la gendarmerie en Bretagne** 24
- Actu Net..... 29
- Notre BULLETIN D'ADHÉSION.....48

Retrouvez-nous sur
twitter.com/aamfg

Retrouvez-nous sur
www.facebook.com/AAMFG.fr



LA COLÈRE ET L'INCOMPRÉHENSION DES FAMILLES DE GENDARME FACE À CETTE CONSIGNE QUI **METTAIT ÉGALEMENT EN DANGER LEUR PROPRE FAMILLE** A ÉTÉ RELAYÉE **PAR L'AAMFG** À LA DIRECTION GÉNÉRALE DE LA GENDARMERIE MAIS ÉGALEMENT DANS LES DIFFÉRENTES RÉGIONS PAR LE BIAIS DES RESPONSABLES RÉGIONALES.



Murielle NOEL
présidente de l'AAMFG

Dans un contexte où le port du masque conditionne la vie de toute la population française, l'AAMFG continue d'oeuvrer pour le bien-être des gendarmes et de leurs familles.

Depuis le début de cette pandémie, les gendarmes n'ont cessé de travailler sur le terrain dans des conditions difficiles pour faire respecter le confinement et garantir à chaque citoyen l'ordre et la sécurité. Il est cependant regrettable que le souci de protection sanitaire n'ait pas été appliqué aux gendarmes et par conséquent à leurs familles. En effet, le port du masque a été pendant plusieurs semaines "interdit" par la gendarmerie sous prétexte d'éviter de créer un sentiment de panique au sein de la population. Je ne pense pas que les français aient attendu de voir un gendarme avec un masque pour s'inquiéter de cette pandémie. Les gendarmes ont été les seuls professionnels en contact avec le public à ne pas pouvoir en porter lorsque l'on sait que chaque contrôle peut vite rendre impossible les mesures de distanciation sociale.

La colère et l'incompréhension des familles de gendarme face à cette consigne qui mettait également en danger leur propre famille a été relayée par l'AAMFG à la direction générale de la Gendarmerie mais également dans les différentes régions par le biais des responsables régionales. Depuis, cette consigne s'est assouplie mais le manque de masques distribués par l'institution reste problématique face au besoin. Les commandes sont passées et arrivent maintenant peu à peu mais les stocks nécessaires à une utilisation quotidienne efficace représentent un fonds de roulement très conséquent. C'est pour participer à la protection de nos gendarmes et de leurs familles que l'AAMFG s'est associée à l'ANORGEND (association des réservistes de la Gendarmerie) dans sa démarche d'achat de 106 000 masques homologués. Malheureusement, à l'heure actuelle, la DGGN a refusé le don de ces masques sous prétexte de stocks suffisants ce qui contredit étonnamment le constat des gendarmes sur le terrain. Espérons que cette situation incompréhensible trouve rapidement une issue favorable pour que nos gendarmes et nos familles puissent bénéficier d'un maximum de protection.





Un dessin pour un gendarme

#OnApplaudit
#NoublionsPas
#RestonsChezNous



COHESION
COVID-19



La fédération nationale des réservistes opérationnels et citoyens de la gendarmerie (ANORGEND) et l'association d'aide aux membres et famille de la gendarmerie (AAMFG) **lançaient le jeudi 2 avril 2020 l'opération « un dessin pour un gendarme ».**

Cette initiative a connu un franc succès, et l'AAMFG est heureuse de vous communiquer des dessins représentatifs de cet élan de générosité et de solidarité, un grand bravo et grand merci à tous, je vous adresse à toutes et tous mes félicitations. Murielle NOËL présidente de l'AAMFG.

Enzo - Enfant 7-11 ans



Salomé - Catégorie adulte



Lana - Enfant jusqu'à 6 ans



Plus de dessins sur le www.aamfg.fr



Raphaël - Enfant 8 ans

Source : www.undessin.anorgend.org



Laure - Enfant 7-11 ans



Flo - Catégorie adulte



Lilou - Enfant jusqu'à 6 ans



Max - Enfant 7 - 11 ans

Lilou - Enfant jusqu'à 6 ans



Vianney - Catégorie 12 - 18 ans



Sophie - Enfant jusqu'à 6 ans



Auteur inconnu



Communiqué de presse

SCHNEIDER
CONSUMER | GROUP

Paris, le 12 mai 2020

L'ANORGEND ET SCHNEIDER CONSUMER GROUP LANÇENT L'OPÉRATION DE SOLIDARITÉ ET DE COHÉSION

« Des masques pour les réservistes de la gendarmerie et leur famille ». Alors que le déconfinement a commencé hier matin, la fédération nationale des réservistes opérationnels et citoyens de la gendarmerie nationale (ANORGEND) et Schneider Consumer Group lancent l'opération « Des masques pour les réservistes et leur famille ».

Grâce à un don de Schneider Consumer Group à l'ANORGEND, ce sont 100 000 masques chirurgicaux certifiés qui sont en cours de distribution dans la France entière, depuis le week-end dernier. Ces masques sont destinés aux réservistes de la gendarmerie et à leur famille pour leur vie privée, professionnelle et leurs missions en gendarmerie, en complément de la dotation du ministère. Afin de marquer la cohésion avec l'ensemble de la communauté de la réserve militaire, l'ANORGEND livrera 20 000 masques chirurgicaux certifiés au secrétariat général de la garde nationale pour une redistribution aux réservistes des armées, directions et services. Schneider Consumer Group s'inscrit dans une démarche citoyenne et responsable. Au-delà de ce don aux 100 000 masques à l'ANORGEND, SC Group propose aux personnes publiques et aux personnes privées chargées d'une mission de service public de se fournir en masques chirurgicaux certifiés à marge ouverte.

**EN ASSOCIATION
AVEC L'AAMFG**



A propos de SCHNEIDER CONSUMER GROUP

Créée en 1994, Schneider Consumer Group conçoit et sous-traite la fabrication de produits commercialisés sous les marques THOMSON pour la téléphonie, le traitement de l'air et pour le petit électroménager, SCHNEIDER et RADIOLA pour les téléviseurs, les gammes audio et vidéo et l'électroménager et SCHOLTES pour l'électroménager encastrable. Leader de la distribution française sur le marché de l'électrodomestique, le groupe dispose aujourd'hui d'une équipe de 140 collaborateurs et son chiffre d'affaires atteint les 140 millions d'euros. Plus d'informations : www.schneiderconsumergroup.com.

A propos de l'ANORGEND

La fédération nationale des réservistes opérationnels et citoyens de la gendarmerie nationale (**ANORGEND**) est la principale association nationale de réservistes de la gendarmerie. Fondée en 1996, elle est signataire de la Charte Gendarmerie des Associations. Forte de 1700 adhérents sur l'ensemble du territoire national, elle est engagée dans des travaux visant à l'amélioration du statut du réserviste et des activités de cohésion et de rayonnement au profit de la gendarmerie.

Contacts presse :

ANORGEND - Renaud RAMILLON-DEFFARGES : 06.88.12.82.20 / presse@anorgend.org

SC GROUP – Gladys SALMOUTH : 07 76 99 29 85 / presse@schneiderconsumer.com

www.anorgend.org





« LA GENDARMERIE EST LA FORCE
QUI VOIT AU LOIN, QUI ANTICIPE ET
CHERCHE TOUJOURS À COM-
PRENDRE LES DÉLINQUANCES DE
L'AVENIR. CELA DOIT PERDURER. »

L'AAMFG

CONVIÉE AUX VOËUX DU MINISTRE DE L'INTÉRIEUR À LA GENDARMERIE NATIONALE

L'AAMFG était conviée le 9 janvier 2020 à la cérémonie des vœux à la Gendarmerie Nationale à l'Hôtel des Invalides à Paris et présidée par Monsieur Christophe Castaner ministre de l'Intérieur.



Cette cérémonie a été l'occasion pour chacun de faire, un bilan de l'année écoulée et après un rappel de tous les événements marquants de l'année 2019, ont été annoncés différents engagements pour 2020, notamment des engagements financiers aussi bien pour les logements que pour les équipements.

Mais pour l'association, représentée par sa présidente Murielle NOEL, c'était l'occasion de s'entretenir brièvement et de rappeler à Monsieur Christophe Castaner les principales préoccupations des familles des militaires de l'arme.

► VŒUX DU MINISTRE DE L'INTÉRIEUR À LA GENDARMERIE NATIONALE

Jeudi 9 janvier, à midi, le ministre de l'Intérieur a présenté ses vœux à la gendarmerie, depuis l'Hôtel national des Invalides, à Paris, en présence de Laurent Nunez, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Intérieur, et du général d'armée Christian Rodriguez.

La cérémonie a débuté par une remise de différentes décorations (légion d'honneur, médaille militaire, ordre national du mérite, médaille de la gendarmerie nationale, médaille d'or de la défense nationale et de la sécurité intérieure), sur le front des troupes.

En propos introductifs à l'intervention du ministre, le directeur général de la gendarmerie nationale a présenté les vœux de l'Institution au ministre de

l'Intérieur, dans la salle Turenne du Musée de l'Armée. L'occasion pour lui de revenir sur l'année 2019, qui a généré un fort engagement, avant de faire part de ses ambitions pour l'avenir.

Le général d'armée Rodriguez a tenu à souligner l'engagement permanent et « particulièrement fort » des gendarmes en cette année 2019, à l'image de la mobilisation des forces de gendarmerie lors de la Saint-Sylvestre. « Cette nuit du 31 fut à l'image de l'ensemble de l'année, où la gendarmerie a pleinement fait sien son slogan, ancien mais toujours actuel, "une force humaine". Partout, en métropole, outre-mer ou à l'étranger, aux côtés de nos camarades des armées, elle a mis sa disponibilité, sa réactivité et sa robustesse au service de la sécu-

rité de la France et des Français, œuvrant "pour la population, par le gendarme" ».

Il a ensuite rendu hommage au général Richard Lizurey, qui a « su tracer des perspectives à long terme, avec une vision d'une rare ambition. [...] Il a écrit les premières pages de la gendarmerie de demain, en suivant une seule ligne directrice, qui fait notre ADN, conditionne notre efficacité et légitime notre action : la proximité, le contact, ce rapport unique à la population qui constitue le socle du travail de tout gendarme ».

Après avoir détaillé sa vision du métier et des valeurs de la gendarmerie, le directeur général a annoncé la transformation des modes d'action et de travail, à travers le nouvel agenda Gend



20.24 : « *Un agenda ambitieux, réaliste, concret, au terme duquel les 130 000 hommes et femmes d'active et de réserve – qui font et sont notre force ! – disposeront d'outils modernes et de méthodes de travail innovantes pour mieux servir la population et notre pays.* »

À son tour, le ministre de l'Intérieur est revenu sur les moments forts qui ont marqué l'année 2019 et a présenté les grands défis de la gendarmerie pour l'année 2020. Revenant sur une année 2019 « *difficile, éprouvante et dense* », Christophe Castaner a salué l'engagement particulièrement exemplaire des gendarmes mobilisés, notamment lors du mouvement des gilets jaunes. « *Dans ces heures, la République a été menacée, mais vous avez été là. Là pour la défendre. Là pour la protéger. Et si la République n'a pas vacillé, elle vous le doit avec vos camarades de la police nationale.* »

L'occasion également pour lui de renouveler toute sa confiance au directeur général pour mener les réformes nécessaires et réussir les transformations indispensables pour la sécurité des Français et pour l'avenir de la gendarmerie.

Le ministre compte notamment sur la capacité d'innovation des gendarmes.

« *La gendarmerie est la force qui voit au loin, qui anticipe et cherche toujours à comprendre les délinquances de l'avenir. Cela doit perdurer.* »

Il a ainsi indiqué sa volonté de franchir une nouvelle étape dans la lutte contre les stupéfiants, avec la création de l'OFASST et de continuer à « *traquer les cyber-délinquants* », en s'appuyant sur le réseau Cybergend.

Le ministre de l'Intérieur a particulièrement mis l'accent sur sa volonté de lutter contre tous types de violences : « *Qu'elles soient gratuites, racistes, sexistes. Qu'elles visent une religion, un genre ou une orientation sexuelle. Qu'elles visent un conjoint : aucune violence n'est tolérable dans notre pays.* »

Il a notamment rappelé à cette occasion tout l'intérêt du dispositif Demeter, permettant de lutter contre les violences et les intimidations envers les agriculteurs. « *Je vous demande d'utiliser le lien spécial qui vous unit au monde rural pour lutter avec détermination contre ce phénomène.* »

De savoir combattre toutes les délinquances, sur tous les terrains. De s'engager sans compter pour les Français.

Réunis aux Invalides pour débiter 2020, j'ai tenu à saluer le dévouement de chacun de nos gendarmes.

Désirant justement continuer à « *cultiver le lien* » qui unit les Français à la gendarmerie, Christophe Castaner souhaite poursuivre la police de sécurité du quotidien, notamment à travers le déploiement de quartiers de reconquête républicaine en zone gendarmerie. Afin que la gendarmerie soit à la hauteur des attentes du gouvernement, des mesures indemnitaires fortes pour l'Institution ont été annoncées : une hausse de solde de 100 € par mois pour chaque sous-officier, la montée en puissance des effectifs avec la création de 500 postes et une enveloppe de 15 millions d'euros allouée à la sécurisation des casernes. Il a enfin indiqué sa volonté de voir l'Institution en perpétuelle évolution : « *je vous demande de moderniser encore votre action territoriale et de réfléchir à des nouveaux modèles de brigades. Je vous demande de réfléchir aux liens avec les collectivités, pour les renforcer. Je vous demande de continuer à développer nos outils numériques. Je vous demande également de continuer à nouer des liens de confiance et de travail commun avec la police nationale.* »

Le ministre a enfin terminé son discours en adressant ses vœux à l'ensemble des personnels de la gendarmerie nationale et à leurs proches.

Source : www.gendinfo.fr

« LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR A PARTICULIÈREMENT MIS L'ACCENT SUR SA VOLONTÉ DE LUTTER CONTRE TOUS TYPES DE VIOLENCES... »



L'AAMFG CONVIÉE À LA CÉRÉMONIE D'HOMMAGE AUX GENDARMES MORTS EN 2019



L'AAMFG, cette année encore, était présente à cette cérémonie d'hommage qui était rendu à nos militaires morts en service au cours de l'année 2019. Murielle NOËL présidente de l'association était accompagnée de certaines ses collaboratrices, pour les autres elles étaient présentes à cette même cérémonie d'hommage rendu sur tout le territoire national. Murielle NOËL remercie le général d'armée Christian Rodriguez, directeur général de la gendarmerie nationale de son aimable invitation, elle félicite l'ensemble des intervenants pour la qualité de cette cérémonie et remercie le CFMG pour son accueil.



► CÉRÉMONIE D'HOMMAGE AUX GENDARMES MORTS EN 2019

Ce lundi 17 février, la gendarmerie a rendu hommage à ses six militaires morts dans l'accomplissement de leur devoir en 2019 lors d'une cérémonie dans la cour d'honneur de l'Hôtel national des Invalides.

Gendarme Clémence Luchs, maréchal des logis-chef Isabelle Jensen, gendarme Benjamin Delhaye, major Sébastien Berger, major Christophe Pensec, maréchal des logis-chef Sébastien Devaud... Au lendemain de la date traditionnellement dédiée à la mémoire des gendarmes morts en service, l'Institution a rendu hommage à six de ses militaires qui ont perdu la vie dans l'accomplissement de leur mission durant l'année 2019.

Organisée dans la cour d'honneur de l'Hôtel national des Invalides, à Paris, la cérémonie commémorative était présidée par Christophe Castaner, ministre de l'Intérieur, en présence de Laurent Nunez, secrétaire d'État auprès du

ministre de l'Intérieur, et du général d'armée Christian Rodriguez, Directeur général de la gendarmerie nationale (DGGN). De nombreuses personnalités civiles et militaires étaient également rassemblées pour honorer la mémoire des six gendarmes décédés.

« Sous le bleu de l'uniforme, bat le cœur de la République »

Dans son discours, le ministre a souhaité rappeler les valeurs fondamentales qui les animaient : *«Tous aimaient la France, tous la servaient. Ils avaient fait le choix de s'engager pour elle. Ils avaient fait le choix de l'uniforme et de la passion. Le choix du service et du courage. Le choix de la Gendarmerie. Aujourd'hui, ce n'est pas seulement un hommage que nous leur rendons. Aujourd'hui, nous faisons honneur à leur engagement. Aujourd'hui, nous faisons vivre leurs valeurs, leurs combats, leur volonté.»*

Christophe Castaner a également souligné



“ Au lendemain de la date traditionnellement dédiée à la mémoire des gendarmes morts en service, l’Institution a rendu hommage à six de ses militaires qui ont perdu la vie dans l’accomplissement de leur mission durant l’année 2019

le rôle primordial que revêt le métier de gendarme : « *Liberté, Égalité, Fraternité : vous êtes les protecteurs de cette devise. C’est un honneur immense et une responsabilité. (...) Notre République a besoin de ces femmes et de ces hommes, formés et décidés à se battre pour elle. De ces femmes et de ces hommes qui ont l’honneur dans le sang et la vocation dans l’âme. De ces femmes et de ces hommes dont, sous le bleu de l’uniforme, bat le cœur de la République.* »

Journée spéciale pour les familles des militaires décédés

À l’issue de la cérémonie, les ministres et le DGGN se sont entretenus avec les familles des gendarmes décédés en service.

En fin d’après-midi, celles-ci se sont rendues à l’arc de Triomphe pour assister à la cérémonie de ravivage de la Flamme du soldat inconnu.

Cette journée d’hommage s’est achevée par un concert donné par l’orchestre de la garde républicaine et le chœur de l’armée française en la cathédrale Saint-Louis des Invalides à Paris.

Les dons récoltés à cette occasion ont été intégralement reversés à la Fondation Maison de la Gendarmerie au profit des familles des militaires de la gendarmerie tués ou blessés dans l’accomplissement de leur devoir.

Source : www.gendinfo.fr



L'AAMFG

CONVIÉE À L'ADHÉSION D'UNE 22^E ASSOCIATION À LA CHARTRE GENDARMERIE : « SÉBIO, SOLIDARITÉ SECOURS EN MONTAGNE »

Le 17 février, le général de corps d'armée Armando De Oliveira, Directeur des personnels militaires de la gendarmerie nationale (DPMGN), représentant le Directeur général de la gendarmerie nationale (DGGN), a reçu les 21 associations signataires de la Charte gendarmerie à la direction générale. À cette occasion, un 22^e membre a fait son entrée dans « la famille des associations gendarmerie. » : l'association « Sébio – Solidarité Secours en Montagne ».





Ce lundi 17 février, la réunion des associations signataires de la Charte gendarmerie a débuté par la cérémonie d'hommage aux gendarmes décédés en service, organisée dans la cour d'honneur de l'Hôtel des Invalides.

Au cours de l'après-midi, les invités ont ensuite assisté à la présentation par le colonel Frédéric Labrunye, chargé de mission au cabinet du DGGN, du projet « Gend 20.24 », ambition du général d'armée Christian Rodriguez pour les cinq années à venir.

Enfin, le général de corps d'armée Armando De Oliveira, accompagné du secrétaire général adjoint du CFMG, est venu à la rencontre des associations pour leur témoigner la reconnaissance de l'Institution. Il a tenu à souligner la qualité du travail qu'elles accomplissent, chacune dans leur domaine, pour porter les valeurs de la gendarmerie et renforcer ainsi son image.

L'allocution du DPMGN s'est poursuivie par un temps d'échanges, avant la signature de la Charte gendarmerie par le major Frédéric Amardeil, président de « Sébio, Solidarité Secours en Montagne », entouré de plusieurs membres de l'association.

22e association signataire de cette Charte, « Sébio solidarité secours en montagne » a été fondée le 25 février 2014 dans un but caritatif, au profit des gendarmes de montagne victimes d'accidents et de leurs familles.

Comptant 329 adhérents, cette association organise chaque année, à La Beaume (05), un défi multisport intitulé « Défi rock and road », qui rassemble en moyenne une centaine d'équipes par événement.

Elle souhaite également s'associer à la Fondation Maison de la Gendarmerie dans le cadre des activités du stage Ad Refectio, consacré à la reconstruction des blessés par le sport, ainsi qu'au Challenge Ad Victoriam, organisé par le Centre national des sports de la Défense.



“ 22^e association signataire de cette Charte, « Sébio solidarité secours en montagne » a été fondée le 25 février 2014 dans un but caritatif, au profit des gendarmes de montagne victimes d'accidents et de leurs familles.



Source : www.gendinfo.fr





UN NOUVEAU DIRECTEUR GÉNÉRAL À LA TÊTE DE LA GENDARMERIE NATIONALE



Le général de corps d'armée Christian Rodriguez a été nommé directeur général de la gendarmerie nationale par décision du Conseil des ministres du 30 octobre 2019 et élevé au rang et appellation de général d'armée.

Né le 11 janvier 1964 à Mayenne, le général d'armée Christian Rodriguez rejoint la gendarmerie nationale et les rangs de l'école des officiers à Melun en 1986, à l'issue d'un cursus d'ingénieur à l'École Spéciale Militaire de Saint-Cyr. Durant ces 33 années d'engagement, il a exercé au sein de l'Institution des responsabilités de commandement opérationnel, de réflexion stratégique, de conception et de direction, dans les territoires, en état-major, en administration centrale, ainsi qu'en cabinet ministériel.

Il commence ainsi sa carrière opérationnelle en gendarmerie mobile en 1987. En qualité de commandant de peloton au sein de l'escadron de Dijon (21) jusqu'en 1990, puis à la tête de l'escadron blindé (VBRG) de Thionville (57), il est engagé en métropole

et en outre-mer, à l'occasion d'événements majeurs de rétablissement de l'ordre, notamment en Corse et en Nouvelle-Calédonie.

Son parcours est également ponctué par des commandements territoriaux dans la gendarmerie départementale, à tous les niveaux de responsabilité : compagnie de Pornic (44) de 1993 à 1996, groupement de la Haute-Savoie de 2003 à 2006 et région de Corse de 2010 à 2013. Dans ces fonctions, il assume la responsabilité de la sécurité du quotidien sur des territoires variés. Il prend activement part à de grands événements, notamment la préparation et la direction des opérations de la gendarmerie départementale lors du G8 d'Évian-les-Bains en 2003.



UN NOUVEAU **DIRECTEUR GÉNÉRAL** À LA TÊTE DE LA GENDARMERIE NATIONALE

Son expérience opérationnelle est complétée par une connaissance affirmée du travail en état-major et en cabinet ministériel.

À l'occasion d'une première affectation à la direction générale, en 1996, il est ainsi en charge de la politique de formation des officiers. En 1999, à la sortie de l'École de Guerre, il rejoint le centre de prospective de la gendarmerie nationale, qui alimente en réflexions stratégiques les hautes autorités de l'Institution. De 2007 à 2010, il sert au cabinet du directeur général de la gendarmerie. Il y coordonne des dossiers majeurs et contribue en particulier à l'intégration de la gendarmerie au ministère de l'Intérieur. Nommé officier général en 2013, il devient conseiller gendarmerie au sein du cabinet du ministre de l'Intérieur, poste auquel il est confronté – au plus près de la décision – à la vague d'attentats islamistes de 2015-2016.

Élevé au rang et appellation de général de corps d'armée, il est nommé major général de la gendarmerie le 1er septembre 2016. Tout en secondant le directeur général dans ses fonctions, il a particulièrement en

“ Son parcours est également ponctué par des commandements territoriaux dans la gendarmerie départementale, à tous les niveaux de responsabilité

charge l'animation, le suivi et la coordination de l'administration centrale de la gendarmerie.

Le général d'armée Christian Rodriguez est officier de la Légion

d'honneur, officier dans l'ordre national du mérite, également titulaire d'autres décorations françaises et étrangères, dont la croix d'argent du mérite de la Garde civile espagnole.

Il est marié et père de deux enfants. Fils de gendarme, il partage aujourd'hui cet engagement au service de la France avec son frère, également en activité de service comme sous-officier.

Il prend la succession du général d'armée Richard Lizurey, qui a quitté ses fonctions le jeudi 31 octobre, au terme d'un mandat de trois ans. Une cérémonie d'adieux aux armes s'est déroulée mardi 15 octobre dans la cour de l'Hôtel national des Invalides, sous la présidence de la ministre des Armées, Florence Parly et du ministre de l'Intérieur, Christophe Castaner.

Source : www.gendinfo.fr



DOSSIER

IL Y A 2 ANS TOMBAIT

ARNAUD BELTRAME

HOMMAGE À UN HÉROS

Deux ans déjà, n'oublions pas.
Le 23 mars 2018, le colonel Arnaud Beltrame perdait la vie
dans l'attentat terroriste de Trèbes (11).

L'AAMFG SE SOUVIENT - RETOUR SUR L'ÉVÉNEMENT

L Arnaud Beltrame est mort il y a un an, à Trèbes, face à un terroriste islamiste, en échangeant sa vie avec celle d'une jeune femme. Le père Bertrand Sartorius lui rend un vibrant hommage et rappelle l'importance de la foi chrétienne dans son geste.

Le père Bertrand Sartorius est aumônier en chef adjoint de gendarmerie à l'aumônerie militaire catholique.

Le 23 mars 2018, un terroriste islamiste se lance dans une course meurtrière à travers la ville de Trèbes (Aude), avant de se retrancher dans l'hypermarché Super U aux portes de la ville. Un lieutenant-colonel de gendarmerie, arrivé parmi les premiers sur place, s'offre en échange d'une jeune femme prise en otage. Quelques heures plus tard, alors que l'assaut est donné, il est retrouvé agonisant aux pieds du terroriste abattu. Malgré les soins qui lui seront prodigués, il mourra au petit matin suivant. Ce lieutenant-colonel s'appelait Arnaud Beltrame. Cette mort a un retentissement extraordinaire à

travers la France et le monde entier. L'opinion nationale et internationale s'enflamme à l'annonce de ce geste héroïque. Les plus hautes autorités de la République Française, les principaux dirigeants du monde entier (Donald Trump, le Pape) lui rendent hommage. Les obsèques religieuses sont célébrées quelques jours plus tard, à la veille des solennités pascales. Un témoin se souvient: «*Ce Jeudi saint 29 mars 2018 à 11h, la cérémonie des funérailles dans la cathédrale saint Michel de Carcassonne était impressionnante. Deux évêques, deux ministres d'État, et un héros national...*» Un an après, alors que la fièvre médiatique retombe, la mémoire s'installe: 200 villes ont honoré la mémoire du héros, par exemple en lui dédiant une rue, une place, un square. A la Direction Générale de la Gendarmerie Nationale (DGGN), une grande fresque orne le mur d'enceinte.

“ Les plus hautes autorités de la République Française, les principaux dirigeants du monde entier (Donald Trump, le Pape) lui rendent hommage

La promotion sortante des Éléves Officiers de la Gendarmerie Nationale (EOGN) le choisit comme parrain de promotion. Et six livres ont été écrits, qui s'interrogent sur les origines d'Arnaud, son chemin humain, intellectuel et spirituel et, in



fine, sur le sens profond de cet acte fatal posé dans le Super U. Les amis d'Arnaud, ses anciens camarades de promotion, ceux qui l'ont connu dans les diverses étapes de sa vie militaire n'ont bien souvent pas été surpris de l'attitude d'Arnaud dans cette tragique circonstance.

On évoque sa très probable indignation chevaleresque de l'homme devant une femme menacée. On imagine aussi très bien qu'il ait estimé – sans nul doute à juste titre – être apte à

.....

“ On imagine aussi très bien qu’il ait estimé – sans nul doute à juste titre – être apte à négocier avec le terroriste, le neutraliser, ou offrir une occasion d’intervention favorable aux hommes du GIGN, plus que la jeune otage dont il prenait la place.

.....

négocier avec le terroriste, le neutraliser, ou offrir une occasion d'intervention favorable aux hommes du GIGN, plus que la jeune otage dont il prenait la place.

Essayons toutefois d'analyser plus loin le geste: Arnaud se livre au terroriste, allant jusqu'à lui abandonner son arme de service – qui sera retournée contre lui – en échange de la liberté de la jeune caissière. À cet instant, il n'abandonne pas tout espoir de survie, sans doute espère-t-il neutraliser le terroriste, soit en le convainquant de se rendre, soit en l'affrontant à mains nues, soit en favorisant l'intervention des hommes du GIGN ; nous ne saurons jamais son plan, s'il en avait un. En tout cas, sa démarche est très différente d'un Maximilien Kolbe qui se laisse enfermer dans le bunker de la mort sans espoir

aucun d'en réchapper. Il n'en reste pas moins que ce geste va bien au-delà de ce qu'on aurait pu attendre de tout membre des forces de l'ordre. Un gendarme ou un policier risque certes parfois sa vie en intervention, mais jusqu'à un certain point. Et se placer librement en situation de vulnérabilité extrême devant un terroriste se situe certain-

nement au-delà de ce point. Le ressort ultime du comportement d'Arnaud ne peut donc se trouver dans sa formation de gendarme. Il faut aller chercher plus profondément les moteurs de son action.

Source : www.lefigaro.fr

▶ L'AAMFG SE SOUVIENT - RETOUR SUR L'ÉVÉNEMENT

Or, force est de constater que, dans les mois qui précèdent sa mort, Arnaud avait parcouru un chemin spirituel considérable, en compagnie de sa fiancée Marielle et sous le regard du père Jean-Baptiste qui les préparait tous les deux au mariage.

Sa redécouverte de la foi chrétienne, qui datait d'une dizaine d'années environ, s'était faite progressivement et n'était certes pas exempte de contradictions. Cependant, sa déclaration d'intention, rédigée en vue de la célébration de son mariage prévue le 9 juin suivant, ne laisse aucun doute quant à la force de sa conviction chrétienne à cette période. Sans doute la parole du Christ *«Il n'y a pas de plus grand amour que de donner sa vie pour ses amis»* a-t-elle résonné très fort en lui ce 23 mars.

Laissons pour finir la parole au Général Richard Lizurey, directeur général de la gendarmerie nationale (DGGN) : «Se mettre entre les mains d'un terroriste voulant tuer n'est évidemment dans aucun texte de procédure interne et ne le sera jamais. Les procédures sont faites pour permettre l'efficacité des interventions tout en veillant à la sécurité des militaires. Mais un gendarme prête serment, celui de servir la population, y compris, parfois, s'il le faut, au péril de sa propre vie. Arnaud Beltrame n'a pas appliqué des procédures ; il a fait mieux: il a respecté son serment. Et ce faisant, il a sauvé une vie, sans doute même plusieurs». (Préface à Jacques Duplessy et Benoît Leprince, Arnaud Beltrame. Le héros dont la France avait besoin, Paris, Editions de l'Observatoire, 2018, p. 12).



▶ UNE ROSE POUR UN MERCI



Une rose pour un merci. En signe de reconnaissance pour le sacrifice du Lieutenant-Colonel Arnaud BELTRAME et de soutien à sa famille, nous demandons à chacun de déposer une rose devant vos casernes de gendarmerie, aujourd'hui à 17 Heures.

C'est avec une grande émotion que chacun s'est investi et que chacun a rendu hommage au Lieutenant-Colonel Arnaud BELTRAME aux quatre coins de la France pour répondre à l'appel de l'AAMFG qui en signe de reconnaissance et de soutien avait demandé de déposer une rose devant les brigades de gendarmerie.

Les différents témoignages ont été chargés d'émotion, que les gestes soient anonymes devant des brigades isolées symbole de la présence de l'institution ou qu'ils aient été réalisés à l'occasion d'une cérémonie comme à Rennes.

Un grand merci à tous.





L'AAMFG SE SOUVIENT - RETOUR SUR L'ÉVÉNEMENT



RENNES. L'HOMMAGE DES FAMILLES AU GENDARME TUÉ DANS LA PRISE D'OTAGES

Le général Alain Pidoux (au centre) avec Virginie Rodriguez, présidente de l'Association d'aide aux membres et familles de la gendarmerie (AAMFG).

Les familles de gendarmes se sont rassemblées ce samedi, à Rennes, pour rendre hommage à Arnaud Beltrame, l'officier tué lors de la prise d'otages à Trèbes (Aude). Il avait des attaches dans le Morbihan. Une cérémonie toute simple, dans la cour de l'imposante caserne Marguerite, dans le centre-ville de Rennes. Ce samedi, à 17 h, des dizaines de familles de gendarmes sont venues se recueillir, une rose blanche à la main, pour rendre hommage au lieutenant-colonel Arnaud Beltrame.

Un acte héroïque

La nuit précédente, il a succombé à ses blessures, après s'être proposé comme otage volontaire lors de l'attaque terroriste du Super U de Trèbes, près de Carcassonne (Aude). Un acte héroïque, qui ne laisse personne indifférent. Surtout pas l'Association d'aide aux membres et familles de la gendarmerie (AAMFG).

« Ça aurait pu être notre mari, notre frère »

Sa présidente pour le Grand-Ouest, Virginie Rodri-

guez, a proposé spontanément de se rassembler. « Ce drame nous a tous touchés, ça aurait pu être notre mari, notre frère, explique-t-elle. À travers ce petit geste, nous voulons lui dire merci. Et peut-être donner l'envie aux citoyens de faire de même. »

En présence du général Alain Pidoux

Au pied du drapeau tricolore en berne, des dizaines de militaires sont aussi là, gendarmes d'active et réservistes. Autour de leur chef, le général Alain Pidoux, commandant la région de gendarmerie Bretagne. Il a rappelé le parcours d'Arnaud Beltrame.

« Protéger la population »

« Par son geste héroïque et son sacrifice, en toute connaissance du danger auquel il s'exposait, il est allé au bout de son engagement de soldat et de gendarme, souligne le général Alain Pidoux. Son sacrifice nous rappelle la valeur de l'engagement qui est le nôtre au quotidien, pour protéger la population. »

Tristes et fiers à la fois

Se tournant vers les familles, il ajoute : « Nous sommes à la fois profondément tristes mais aussi fiers de notre camarade qui est allé jusqu'au sacrifice suprême. Il a mis en acte ses convictions profondes qu'on lui connaissait : servir. »

Source : www.ouestfrance.fr

L'AAMFG SE SOUVIENT - RETOUR SUR L'ÉVÉNEMENT



MORT D'ARNAUD BELTRAME : UN HOMMAGE NATIONAL MERCREDI AUX INVALIDES

Le commandant Arnaud Beltrame est décédé dans la nuit du vendredi 23 au samedi 24 mars 2018 après avoir été poignardé par le terroriste ayant pris en otage plusieurs personnes dans un supermarché de Trèbes (Aude). Il avait auparavant exercé ses fonctions à Avranches (Manche).

L'hommage national à Arnaud Beltrame, lieutenant-colonel tué lors de l'attaque terroriste commise vendredi 23 mars 2018 dans un supermarché de Trèbes (Aude), aura lieu ce mercredi 28 mars 2018 aux Invalides, à Paris.

L'hommage national rendu à Arnaud Beltrame, lieutenant-colonel tué lors de l'attaque terroriste commise vendredi 23 mars 2018 dans un supermarché de Trèbes (Aude), sera rendu mercredi 28 mars 2018 à partir de 11h30 aux Invalides à Paris.

Le président de la République Emmanuel Macron prononcera l'éloge funèbre. Sa famille et les familles des trois autres victimes de l'attaque seront présentes.

POIGNARDÉ À LA GORGE

Arnaud Beltrame avait échangé sa place avec celle d'un otage lors de l'attaque terroriste menée par Raouane Lakdim. Il a touché par les balles du terroriste et est décédé après avoir été poignardé à la gorge. Arnaud Beltrame avait auparavant été commandant de la compagnie de gendarmerie d'Avranches (Manche), de 2010 à 2014, ville où les hommages se succèdent. L'attaque terroriste a fait cinq morts, dont celle de l'assaillant.

Source : www.lamanchelibre.fr

DRAPEAUX EN BERNE, FLEURS, RUE À SON NOM... LES HOMMAGES AU GENDARME ARNAUD BELTRAME SE MULTIPLIENT

Un hommage national sera rendu au lieutenant-colonel qui s'est substitué à un otage lors des attaques terroristes dans l'Aude. Des personnes viennent rendre hommage au gendarme Arnaud Beltrame, samedi 24 mars 2018 à Trèbes (Aude).

La France rend hommage au lieutenant-colonel Arnaud Beltrame, dimanche 25 mars. Un peu partout dans le pays, des initiatives fleurissent pour célébrer le gendarme, mort après s'être offert au terroriste comme otage à la place d'une femme dans le supermarché de Trèbes (Aude). Des hommages sont aussi prévus pour les trois autres victimes des attaques terroristes dans l'Aude.

L'Elysée annonce un « hommage national »

À l'issue d'un conseil restreint de défense, l'Elysée a annoncé, samedi 24 mars que la France allait rendre un « hommage national » au lieutenant-colonel. Ce type d'hommage est décidé par le chef de l'Etat, qui

prononce un éloge funèbre. Il est traditionnellement réservé aux militaires morts pour la France. Les cérémonies ont lieu, sauf exception, aux Invalides ou au Panthéon.

Arnaud Beltrame est « tombé en héros », a salué Emmanuel Macron, après l'annonce de la mort du gendarme. Il « mérite respect et admiration de la nation tout entière », a-t-il ajouté, dans un communiqué. La date de l'hommage national n'est pas encore connue.

Des drapeaux en berne

« Je m'incline devant le courage, le sens du sacrifice et l'exemplarité de cet officier qui a donné sa vie pour la liberté des otages, a tweeté Richard Lizurey, directeur général de la Gendarmerie nationale, samedi. L'ensemble des drapeaux et étendards de la gendarmerie sera mis en berne aujourd'hui. » Les drapeaux de l'Assemblée nationale sont eux aussi baissés.



CHRISTOPHE CASTANER INAUGURE LA NOUVELLE **GENDARMERIE DE BAUD,** SAMEDI 22 FÉVRIER

Le ministre de l'intérieur était à Baud (Morbihan), le samedi 22 février 2020 pour inaugurer la nouvelle caserne de gendarmerie et visiter un nouveau dispositif contre les violences intrafamiliales. C'était la troisième visite du ministre dans le département, depuis 2017.





L Le ministre de l'Intérieur Christophe Castaner est arrivé à Baud sous escorte, samedi 22 février, à 10 h 50. Après avoir inauguré la nouvelle caserne de gendarmerie, en présence en présence du général Alain Pidoux, commandant de la région de gendarmerie Bretagne, Christian Rodriguez, directeur général de la gendarmerie nationale, et du colonel Pascal Estève, patron des gendarmes du Morbihan, des élus et officiels, le ministre procède à la visite des locaux. Au cœur du Morbihan, pour inaugurer la nouvelle caserne de @Gendarmerie de Baud. Le maillage territorial de la gendarmerie nationale permet de couvrir 95% du pays, au plus près de nos concitoyens, qu'ils soient en zones périurbaine comme dans les communes rurales. pic.twitter.com/hoYmCUbYis— Christophe Castaner (@CCastaner) February 22, 2020 Il vient également visiter le dispositif Vif 56. Une Unité violences intrafamiliales créé dans la gendarmerie du Morbihan fin 2019, pour mieux prendre en charge les

violences au sein des familles, et les violences faites aux femmes, notamment.

L'Unité de lutte contre les violences intrafamiliales a été créée par la Gendarmerie du Morbihan après le Grenelle relatif aux violences faites aux femmes. C'est l'adjudante-chef Marie Hélène Ledain qui pilote ce réseau composé de référents dans chaque brigade du département. En 2019, on compte une augmentation de 23% de victimes de violences intrafamiliales, dans le Morbihan.

Sa visite était attendue depuis plusieurs semaines. Elle vient d'être confirmée par le ministère de l'intérieur, ce vendredi. La nouvelle gendarmerie a ouvert à l'automne dernier.

Le ministre de l'Intérieur s'est déjà rendu dans le Morbihan, à Beignon, à l'occasion de la rentrée politique des Marcheurs en 2018. Un an plus tard, le 20 septembre 2019, il assiste au 104e congrès national des sapeurs-pompiers, à Vannes, après un passage à Lorient et Larmor-Plage.

Source : www.ouest-france.fr



C'est une première. La gendarmerie a été invitée à l'émission TV Rennes Business Club. Le général Alain PIDOUX a donc été convié, en qualité de grand témoin, pour la première édition de l'année de cette émission mensuelle qui débat de l'actualité économique, en présence de nombreux chefs d'entreprises bretons : « l'économie par ceux qui la font ».

TEMPS D'ANTENNE POUR **LA GENDARMERIE** **EN BRETAGNE >>** **<< TV RENNES BUSINESS CLUB >>**



Cette émission, d'une durée de 58 minutes, a été enregistrée dans les conditions du direct au siège de la Banque Populaire Grand Ouest (BPGO) à SAINT GRÉGOIRE. Sa thématique était : « le gendarme face aux enjeux bretons ». Virginie Rodriguez de l'AAMFG a pu assister avec grand intérêt à cette émission et a échangé ensuite avec les familles de gendarmes sur leur quotidien et leurs préoccupations. Il est possible de visionner l'émission sur le site internet de la chaîne (<https://www.tvr.bzh/programmes/business-club-1579949700>). Trois grandes approches ont été particulièrement abordées.

1 - Les gendarmes, acteurs du développement économique

Ce sont 4000 gendarmes (3600 départementaux, 400 mobiles ainsi que le personnel de l'état-major de Rennes) qui sont implantés en région Bretagne avec leurs familles. Le poids économique est important, notamment dans certaines communes, Pontivy par exemple. La gendarmerie est aussi un pourvoyeur d'emploi car l'institution recrute chaque année 10.000 personnes sur l'ensemble du territoire national (GAV, SOG, officier). En 2019, 997 candidatures ont été enregistrées par le centre d'information et de recrutement de Rennes. Mais la gendarmerie est aussi garante du développement économique par la sécurité, sécurité des personnes, sécurité des mobilités, sécurité des entre-

prises, développement du tourisme. La sécurité au sens large est un critère déterminant dans le choix d'une implantation car chaque chef d'entreprise est soucieux de la qualité de vie de ses employés, gage de stabilité et de fidélité.

La qualité des relations établies est aussi un critère important. Les gendarmes sont reconnus pour leur proximité, leur sens de l'écoute. C'est tout le sens de la Police de sécurité du quotidien dans laquelle la gendarmerie est fortement engagée. Par ailleurs, le développement, depuis plusieurs années, de la fonction conseil au travers notamment de l'action des référents sûreté est aussi gage d'efficacité pour nos entreprises pas encore suffisamment conscientes

des mesures à prendre, particulièrement dans le domaine cyber.

Enfin, le travail partenarial, pour garantir ce bien vivre ensemble, est encore un des critères qui compte dans l'ADN de la gendarmerie. Forts de liens privilégiés avec les maires, les gendarmes captent le pouls de la population, doivent être sensibles aux signaux faibles, autant de leviers

qui permettent d'anticiper, de mieux répondre aux attentes, de prévenir certains troubles ou dégradations de l'environnement aussi. Bref, si le développement économique est lié à de nombreux facteurs, la sécurité des personnes et des biens n'y est pas étrangère.

2 - Comment motiver les femmes et les hommes ?
Le métier de gendarme n'est pas un « emploi »

.....

“ La qualité des relations établies est aussi un critère important. Les gendarmes sont reconnus pour leur proximité, leur sens de l'écoute. C'est tout le sens de la Police de sécurité du quotidien dans laquelle la gendarmerie est fortement engagée

.....



comme un autre. Je pense que les soldats de la loi ont conscience de cet engagement singulier. Ils disposent de pouvoirs exorbitants du droit commun et portent à leur ceinture une arme, pour dissuader voire neutraliser un terroriste... Cette dimension particulière emporte une certaine fierté de «SERVIR», couplée à une «HUMILITÉ» du quotidien face à l'ampleur de la tâche et aux difficultés rencontrées. Ce qui est important, c'est se sentir utile, avoir conscience de l'intérêt général.

Pour échapper au stress, parfois à la peur, au découragement, il y a cette notion du collectif. On est porté par le groupe, la brigade. On n'est jamais seul. C'est d'ailleurs parce que cette dimension collective est forte que les suicides sont si mal vécus par les camarades. Pourquoi n'est il pas venu m'en parler, moi, son binôme, son camarade ? Il y a souvent une notion de culpabilité qui est à la fois normale mais qu'il faut surmonter notamment avec l'aide des psychologues cliniciens.

Motiver le personnel, c'est aussi reconnaître son implication, son engagement. Nous avons progressé sous l'impulsion du DGGN dans l'expression de cette gratitude.

Enfin, motiver, c'est surtout respecter et aimer. Respecter, c'est essentiel dans la relation. C'est d'ailleurs cette notion de respect qui constitue la thématique de ma dernière correspondance aux officiers et

.....

“ On imagine aussi très bien qu'il ait estimé – sans nul doute à juste titre – être apte à négocier avec le terroriste, le neutraliser, ou offrir une occasion d'intervention favorable aux hommes du GIGN, plus que la jeune otage dont il prenait la place.

.....



gradés qui exercent un commandement. Respect de la mission, respect de nos valeurs, respect des êtres humains quelles que soient les situations.

Aimer, car on travaille bien, on donne ce supplément d'âme uniquement quand on est profondément lié aux personnes que l'on protège, nos concitoyens. Amour aussi du territoire dans lequel on exerce son « art », on assure cette surveillance, on sévit parfois pour que les équilibres ne soient pas rompus. Quel privilège avons-nous de servir en Bretagne, quelle belle région !



.....

“ Pour échapper au stress, parfois à la peur, au découragement, il y a cette notion du collectif. On est porté par le groupe, la brigade. On n'est jamais seul.

.....

3 - Le dialogue interne, la force de la concertation

On puise souvent sa force dans le collectif. C'est une grande chance pour les gendarmes, la gendarmerie et finalement pour l'État.

Il n'est pas facile de commander 6000 gendarmes, parfois implantés très loin. Un chef d'entreprise, un commandant de formation administrative est animé par la volonté d'obtenir le meilleur de chacun, de responsabiliser chaque personnel, de l'encourager, le soutenir dans les coups durs, de partager les inter-

ventions sensibles.

Dans cette dynamique, le dialogue social (ou interne) prend une place prépondérante. Savoir travailler quotidiennement avec ses conseillers concertation est essentiel pour mieux comprendre, bien évaluer et traiter les problématiques humaines, matérielles, fonctionnelles et opérationnelles. Une communauté de 6000 actifs connaît obligatoirement des tensions, des crispations. Le dialogue permet de relever le défi d'une cohésion interne forte indispensable pour affronter toute adversité. Cette force singulière, le gendarme la puise



| |

“ Cette force singulière, le gendarme la puise aussi dans sa famille. Ce cocon essentiel à l'équilibre, à l'appréhension avec sérénité des tensions de la société. Havre de paix, la famille est aussi prise en compte par le chef.

| |

aussi dans sa famille. Ce cocon essentiel à l'équilibre, à l'appréhension avec sérénité des tensions de la société. Havre de paix, la famille est aussi prise en compte par le chef. La vie en collectivité, en caserne est une spécificité et une attention particulière est toujours portée à l'état des logements.

L'émission TV Rennes Business Club a donc été une magnifique opportunité pour évoquer ce qu'est la gendarmerie aujourd'hui, une force humaine avec des

personnels profondément attachés à leur territoire et totalement impliqués individuellement comme collectivement dans la noble mission qu'ils ont choisie.

ACTUS

Retrouver l'intégralité
de nos news
sur le www.aamfg.fr,
rubrique Actualités

A CE JOUR, 473 GENDARMES ONT ÉTÉ TESTÉS POSITIFS AU CORONAVIRUS



Leur directeur général, Christian Rodriguez, détaille l'évolution de la délinquance durant la crise sanitaire, les contrôles des mesures de confinement ou encore l'hostilité à l'encontre des forces de l'ordre.

L Baisse des violences, des cambriolages, trafics, accidents, etc. Mais progression constante de la cybercriminalité... La crise du coronavirus a changé le visage de la délinquance. Les gendarmes interviennent aussi beaucoup pour des violences et différends au sein des familles, relève le général Christian Rodriguez. Il évoque également les nouvelles missions des gendarmes, les neuf millions de contrôles réalisés, la protection des militaires et les polémiques. Interview du directeur général de la gendarmerie nationale, qui a pris ses fonctions en novembre dernier.

La crise du Covid-19 a bousculé la délinquance ?

On a observé une chute importante des crimes et délits, logique avec le confinement. En zone gendarmerie, c'est par exemple une baisse de 20 % de violences physiques par rapport à la même période en 2019. Également 40 % de cambriolages en moins en mars, et 60 % en avril. Deux fois moins d'escroquerie aussi. Des trafics de stupéfiants perturbés également.

Le volume d'accidents de circulation recule de 73 %. Je suis frappé toutefois par le nombre de grands excès de vitesse, au motif qu'il n'y a pas grand monde sur les routes. Rouler à 260 km/h sur une portion limitée à 110, c'est ahurissant. Beaucoup moins de voitures circulent, mais l'augmentation globale de ces infractions atteindra peut-être 10 %.

Et la cybercriminalité ?

Les escroqueries connues (rançonnage informatique, arnaques par mail...) continuent d'augmenter. Mais sans exploser depuis le confinement. Une délinquance d'opportunité est toutefois apparue, comme on s'y attendait. Souvent avec des gens qui proposent à la vente sur le Net des masques, gels, médicaments... qu'ils n'ont pas. On a déjà fait fermer plus de 80 sites.

Une autre préoccupation forte est celle des violences intrafamiliales.

Le volume de nos interventions pour violences et différends au sein de familles – ces derniers étant souvent signalés par des voisins –, a progressé de 69 %, en mars-avril par rapport à 2019. Ça représente 600 interventions par jour. C'est important.

On observe dans le même temps moins de plaintes. Mais cela ne veut pas dire qu'il y a moins de violence, le dépôt de plainte étant souvent la fin d'un processus. Des dispositifs particuliers ont donc été mis en place : les femmes victimes peuvent donner l'alerte dans des pharmacies, ou auprès de gendarmes postés dans des lieux publics. Là où il est plus facile de se rendre sans rien avoir à justifier à un conjoint violent.

La mobilisation des gendarmes prend des formes inédites durant cette crise ?

Effectivement. Nous avons entre 60 000 et 65 000 militaires sur le terrain chaque jour. Ils remplissent leurs missions habituelles et de nouvelles. Avec



l'augmentation de l'activité numérique, nos spécialistes vont conseiller des PME sur la sécurité. Notre brigade numérique, à Rennes, a été renforcée (de 20 à 100 personnes) pour répondre aux 2 000 sollicitations quotidiennes, souvent liées au Covid-19.

On a travaillé à la sécurisation de commerces ouverts. Comme à la surveillance de sites industriels fermés. L'opération #répondreprésent, voulue par le ministère de l'Intérieur, a développé des initiatives : dont des visites de personnes fragiles et isolées, à qui les gendarmes apportent médicaments ou vivres. Et rassurent les familles.

Combien de contrôles des mesures de confinement ont-ils effectués ?

Près de 9 millions en zone gendarmerie. Avec globalement 4 % de verbalisations (360 000). C'est assez peu, le confinement est quand même bien respecté.

Y a-t-il beaucoup d'hostilité ?

Oui, avec même des faits de violence contre les gendarmes. Si des tas de contrôles se passent bien, on voit aussi des gens qui crachent en disant avoir le coronavirus, se rebellent, etc. La plupart sont déjà connus de nos services. Mais d'autres, des personnes sans attestation, déjà verbalisées, ne supportent plus d'être contrôlées... Il n'y a pas eu de gendarmes blessés gravement lors de ces accrochages, mais ça fait beaucoup. Je rappelle que la contrainte et le confinement, c'est juste pour empêcher que le virus ne se propage. Pour sauver des vies.

Un manque de discernement des forces de l'ordre est parfois pointé.

Pour 9 millions de contrôles, nous comptons 120 saisines de l'Inspection générale de la gendarmerie. Dont plusieurs sont des remerciements. Et en réalité une quinzaine de cas sur lesquels le discernement n'a pas forcément été total. D'autres, sans doute, ne nous remontent pas et sont réels, mais sur le volume des contrôles, ça ne représente pas grand-chose.

Nous vérifions chaque signalement et faisons annuler l'amende si on a fait une erreur. Cela peut arriver, ce n'est pas une mission simple : il y a presque autant de situations que de personnes contrôlées. Je trouve que les gendarmes font bien le job.

Y a-t-il assez d'équipements de protection ?

Nous appliquons la doctrine gouvernementale. Un gendarme ne porte pas préventivement de protection, mais peut s'équiper s'il se sent menacé. Nous avons aujourd'hui quasiment trois millions de masques. Chaque militaire en consomme, en moyenne, seulement 1,5 par semaine. Un kit de protection (masque, gel, etc.) est disponible dans tous les véhicules, comme dans les bureaux recevant du public. Nous expérimentons aussi des équipements alternatifs, avec l'aide d'entreprises : en particulier 50 000 visières en plexiglas.

Combien de gendarmes ont été touchés par le coronavirus ?

À ce jour 473 ont été testés positifs. Un sous-officier de Maisons-Alfort est décédé le 25 mars. C'est dramatique, mais heureusement on n'en déplore pas d'autre depuis. Nous avons actuellement entre 600 et 650 personnels confinés parce que symptomatiques ou ayant été en contact avec une personne dans le même cas ou testée positive. Ils étaient 2 355 confinés au plus fort, le 2 avril. Avant d'être de retour après 14 jours quand tout va bien.

Le Covid-19 doit-il être classé maladie professionnelle pour les forces de l'ordre ?

Cela me paraîtrait juste, et mérite d'être regardé de près.

Un déconfinement progressif est annoncé à partir du 11 mai. Observez-vous un relâchement ?

Il y a plus de monde à l'extérieur. C'est plutôt lié à une reprise du travail, pas à un relâchement. Mais je pense qu'à l'approche du 11 mai, les gens accepteront de moins en moins les contrôles. Il faudra qu'on fasse preuve de pédagogie.

Une forte contestation sociale le « jour d'après » est évoquée par les services de renseignements. Qu'en dites-vous ?

C'est leur rôle de voir ce qui peut arriver, d'anticiper. Cela fait donc partie des scénarios que l'on regarde. Après il n'y a pas d'inquiétude particulière. Nous attendons le plan déconfinement décidé par le gouvernement afin de nous préparer à être performant pour ce moment-là.

Source : www.ouest-france.fr

ACTUS

Retrouver l'intégralité de nos news sur le www.aamfg.fr, rubrique Actualités



LA GENDARMERIE JOUÉ UN RÔLE DE RÉGULATEUR SOCIAL DANS LES TERRITOIRES.



Porte-parole de la Gendarmerie Nationale
@PorteparoleGN

#RépondrePresent.

La #gendarmérie joue un rôle de régulateur social dans les territoires.

Les #gendarmes sont à l'écoute des besoins de la population pour rendre, en plus de ses missions traditionnelles, les meilleurs services de solidarité et d'entre-aide. @SudRadio



115 17:01 - 24 avr. 2020

51 personnes parlent à ce sujet

CONFINEMENT : DES GENDARMES DES ALPES-MARITIMES APPELLENT LES SÉNIORS POUR ROMPRE L'ISOLEMENT

Pour rompre l'isolement pendant le confinement, des gendarmes appellent chaque semaine les personnes âgées inscrites dans le dispositif « tranquillité seniors ». Exemple dans les Alpes-Maritimes, où 300 seniors reçoivent chaque semaine un coup de fil devenu indispensable.

A la fois très exposés pendant cette crise sanitaire et isolés en raison du confinement, les personnes âgées traversent une période très anxiogène. Pour rompre cette solitude et rappeler les bons réflexes, il existe un dispositif gendarmerie encore trop méconnu qui s'appelle "tranquillité seniors". C'est un service gratuit, accessible à toutes les personnes âgées, sur tout le territoire.

Cet appel est un rayon de soleil dans ma journée

Dans les Alpes-Maritimes, 300 personnes sont inscrites dans les fichiers de la gendarmerie pour recevoir un appel par semaine. Serge par exemple est un retraité de 78 ans qui vit isolé avec sa femme malade, dans le petit village de Massoins, dans le haut pays niçois. Tous les mardi en fin de matinée, il reçoit un appel d'un gendarme de la compagnie de Puget-Théniers. "Je ne vois quasiment personne en ce moment avec le confinement. On vit dans une petite maison à plus d'un kilomètre du centre du village. C'est un peu lourd à supporter cette période. Cet appel est un rayon de soleil dans ma journée."

« Cet appel rompt l'isolement, ça devient un besoin » Serge

Un dispositif gratuit et accessible à tous les seniors

En plus de rompre la solitude, pesante pour beaucoup de personnes âgées, les gendarmes volontaires pour participer à ce

dispositif prennent le temps de rappeler les bons réflexes sanitaires pendant cette crise du coronavirus mais aussi les précautions à prendre avec d'éventuelles sollicitations malveillantes. "On les met en garde contre des appels qui viseraient à connaître leur code de carte bleu, ou l'endroit où ils cachent leurs bijoux." explique la commandante Marianne Richard, responsable du dispositif "tranquillité seniors" dans les Alpes-Maritimes. "Il y a aussi les escrocs déguisés en faux policier ou faux gendarme. Cela peut arriver même pendant le confinement. Et puis évidemment on prend des nouvelles, on s'assure que tout va bien, et s'il y a un besoin ou une difficulté, on prévient le centre social ou la municipalité la plus proche."

« Certains appels durent jusqu'à 1h, la gendarmerie prend tout son sens dans ce lien social » la commandante Marianne Richard

Il suffit d'appeler le 17 pour s'inscrire

Par tradition, ce sont essentiellement d'anciens gendarmes et militaires qui s'inscrivent dans ce dispositif après la fin de leur carrière. Mais ce service est accessible à tous. Pour s'inscrire, il suffit à la personne âgée ou à sa famille d'appeler le 17 ou le numéro de la compagnie de gendarmerie la plus proche.

Source : www.ouest-france.fr

ACTUS

Retrouver l'intégralité
de nos news
sur le www.aamfg.fr,
rubrique Actualités



CORONAVIRUS

LES STOCKS DE MASQUES

PROTÉGÉS PAR UNE CENTAINE DE GENDARMES

Des millions de masques médicaux arrivent par pont aérien depuis la Chine à l'aéroport Paris-Vatry dans la Marne Un stock de masques sous haute protection. Alors qu'un avion transportant 5,5 millions de masques a atterri ce dimanche à Orly pour faire face à l'épidémie de coronavirus, un nouvel arrivage est prévu ce lundi 30 mars à Vatry (Marne). Sa cargaison, particulièrement attendue face à la pénurie de masques, sera sous bonne garde dès son arrivée..



Selon RTL, une centaine de gendarmes va être déployée à Vatry pour sécuriser l'arrivée des masques. En effet, selon la station, une trentaine d'hommes de la Gendarmerie des Transports Aériens (GTA) venus de Strasbourg et de Roissy, sera employée pour la sécurité sur le tarmac, afin de surveiller le déchargement de la marchandise. L'aéroport en lui-même sera sécurisé par une cinquantaine de gendarmes départementaux et de gendarmes mobiles entoureront le site afin d'éviter toute tentative de vol pendant la crise sanitaire. La cargaison de masques venus de Chine sera ensuite escortée vers les trois sites de stockage du département par des gendarmes motards. Ces trois points de stockage seront eux aussi placés sous la surveillance de militaires de l'opération Résilience.

100 tonnes de fret par avion

L'aéroport de Paris-Vatry, qui dispose d'une zone cargo dédiée au fret, attend donc ce premier vol ce lundi "puis une série de vols étalés sur quinze jours dans un premier temps", avec au moins un vol quotidien par gros porteurs, des appareils Antonov-124, a indiqué le service communication du site.

Ils "transporteront en moyenne 100 tonnes de fret chacun, avec des masques et du matériel médical en quantités variables" en provenance de Chine, a ajouté cette source à l'AFP, précisant que chaque avion contiendra au moins une dizaine de millions de masques. Selon les chiffres du gouvernement, la France produit 8 millions de masques chaque semaine, ce qui rend indispensable l'importation de ces matériels médicaux.

40 millions de masques par semaine pour les soignants

La France a commandé "plus d'un milliard" de masques, notamment à la Chine, avait détaillé le ministre de la Santé, Olivier Véran, précisant que les personnels soignants avaient besoin de 40 millions de masques par semaine.

Parmi les 5,5 millions de masques de la cargaison se trouvent "2,5 millions d'entre eux commandés par LVMH pour l'État", a précisé à l'AFP un porte-parole du géant mondial du luxe, soulignant que ce premier lot s'inscrivait dans une commande de "10 millions de masques au total, chirurgicaux et FFP2, pour cinq millions d'euros.

Source : www.huffingtonpost.fr



COMMENT LE RAID ET LE GIGN SE SONT RÉORGANISÉS

Les services d'élite de la police et de la gendarmerie ont dû s'adapter pour éviter que le Covid-19 ne réduise leur capacité de riposte face à une attaque terroriste.

Ce sont des hommes surentraînés, mais leur capacité à neutraliser des terroristes ou des preneurs d'otage reste vaine face à un virus. Depuis le début de l'épidémie de coronavirus, le Raid et le GIGN, les services d'élite de la police et de la gendarmerie, n'ont pas été épargnés par le coronavirus. Une vingtaine de gendarmes d'élite ont ainsi été frappés par les symptômes du Covid-19, quand quelques policiers de l'antenne Raid de Nancy (Lorraine) ont été touchés.

Pourtant, face à la persistance de la menace terroriste, « on ne peut pas se permettre d'avoir des effectifs réduits, donc on s'est adaptés et notre capacité opérationnelle reste entière », souligne un haut gradé du Raid. « La menace terroriste existe, confinement ou non, assure aussi le général Laurent Phélip, le commandant du GIGN. On fait donc tout pour garantir la même capacité de réaction. » Les missions de surveillances, notamment liées à la menace terroriste, n'ont pas cessé non plus.

Des entraînements adaptés

Pour faire face à la maladie, les deux services d'élite ont adapté leur fonctionnement afin de conserver les effectifs nécessaires à toute intervention majeure : prise d'otage, attentat sur sites multiples... « Nous avons fait des équipes A et B, qui ne se croisent jamais, la capacité opérationnelle est donc à 100 %, note-t-on au Raid. A Bièvres (NDLR : le siège de l'institution) ou dans les antennes, nous avons toujours une équipe prête à intervenir. »

« Les équipes de première et deuxième alertes restent hermétiques pour éviter tout problème, explique aussi le général Phélip. Ils ne s'entraînent plus ensemble depuis le début de l'épidémie. C'est la même chose pour les moyens spéciaux (explosifs, tireurs d'élite...), qui s'exercent en groupes réduits afin de ne pas se contaminer... » Les entraînements des deux unités ont, par ailleurs, été adaptés au confinement assure le patron du GIGN : « Logiquement, on travaille plutôt sur une attaque dans un hôpital ou un supermarché que dans une salle de spectacle... »

Une dizaine d'opérations depuis le confinement pour le Raid

S'ils n'ont heureusement pas eu à faire face, depuis le début du confinement, à des terroristes, les deux services ne sont pas pour autant à l'arrêt. « On a moins de missions d'assistance à la police judiciaire car beaucoup d'enquêtes sont à l'arrêt, souligne un haut gradé du Raid. Mais pour soulager les autres services, nous avons aussi pris des missions que nous ne réalisons pas en temps normal, comme l'escorte de détenus sensibles. On a aussi mis nos drones à disposition des collègues dans certains quartiers difficiles. »

Surtout, depuis le début du confinement, les services d'intervention sont très vigilants et se méfient que « des mecs pètent des plombs », confie un policier d'élite. Fin mars, le Raid a ainsi dû enfoncer la porte d'un forcené à Rennes (Ille-et-Vilaine) qui avait jeté des objets depuis son balcon du 13^e étage. A Châtenay-Malabry (Hauts-de-Seine), ils ont interpellé en douceur un homme qui menaçait sa femme. Selon nos informations, depuis le début du confinement, le Raid a ainsi mené une dizaine d'opérations face à des forcenés armés, souvent dans le cadre de différends familiaux.

Preuve de leur réactivité, les gendarmes basés à Satory étaient, eux, « dans l'hélicoptère, prêts à partir, lorsque le forcené qui avait tiré sur sa femme puis sur les gendarmes en Gironde s'est rendu, raconte le général Phélip. Nous n'avons pas d'explosion des cas, mais il faut rester très vigilants et prêts à intervenir car certains supportent mal la période et craquent... » Depuis la mi-mars, les négociateurs du GIGN, répartis dans les antennes du groupe d'intervention en province, ont ainsi dû mener « quatre ou cinq opérations pour épauler les gendarmes locaux et désamorcer les situations face à des forcenés ».

ACTUS

Retrouver l'intégralité
de nos news
sur le www.aamfg.fr,
rubrique Actualités



CORONAVIRUS

1670 ÉLÈVES GENDARMES

DÉPLOYÉS SUR LE TERRAIN !

Dans le cadre du plan de lutte contre l'épidémie de coronavirus et des mesures de confinement, la gendarmerie nationale a déployé ses élèves officiers, sous-officiers et volontaires, selon le degré de qualification atteint lors de leur formation, dans l'ensemble des unités du territoire français, afin de prêter main forte aux effectifs fortement mobilisés pour faire face à cette crise épidémique.

Les mesures prises par le gouvernement en matière de confinement, de fermetures d'établissement accueillant du public et de transport interurbain, ont conduit la gendarmerie nationale à prendre un certains nombres de mesures inédites notamment en ce qui concerne la formation suite à la fermeture des écoles gendarmerie. Ainsi, plus de 1670 élèves gendarmes disposant d'une formation de plus de six mois, ont été affectés, avec quelques semaines d'avance, dans les unités.

Dans cette situation, sans précédent, leur départ s'est organisé en fonction des capacités d'hébergement des unités. La brigade de La Farlède, située dans le Var, commandée par le lieutenant Vincent Hostalier, a accueilli deux élèves-gendarmes.

« Leur arrivée a permis de venir renforcer la brigade dont le service a déjà été fortement modifié pour s'adapter au confinement », explique l'officier. Afin de limiter la propagation du virus, les 37 gendarmes de sa brigade ont en effet été divisés en trois groupes, laissant ainsi 2/3 de ces personnels en astreinte. « Notre activité s'est retrouvée limitée, nous avons pu être en mesure de pouvoir accueillir ces deux nouvelles recrues dans les conditions optimales. »



Tout est donc fait pour bien accueillir ces deux élèves gendarmes, même le logement ! « Nous avons un appartement de type F4 que nous avons aménagé avec le strict nécessaire. »

Ils seront déjà en mesure de pouvoir assurer l'accueil à la brigade (assisté d'un gradé), d'effectuer des patrouilles diurne et nocturne et d'assurer des missions de police de sécurité du quotidien. Un gendarme a été désigné comme leur parrain, une sorte de tuteur afin de les orienter et les accompagner dans leur nouvelles missions. « Je me suis assuré également de les intégrer dans les équipes disposant de grandes compétences en matière de police judiciaire. » Il faut dire que 60% de l'activité de la brigade est consacrée à la police judiciaire compte tenu de la présence du centre pénitentiaire de Toulon-La Farlède.

Les missions qui leur seront dévolues dépendront de leur aisance et du niveau de qualification acquis lors de leur formation ... comme pour tous les nouveaux élèves gendarmes. « De toutes les manières, le travail de brigade s'apprend surtout sur le terrain ! » Aucune crainte donc à avoir en ce qui concerne de potentielles lacunes.

Source : www.gendinfo.fr

ACTUS

Retrouver l'intégralité de nos news sur le www.aamfg.fr, rubrique Actualités



UNE JOURNÉE

AVEC LES SECOURISTES DU PGHM

Le téléphone sonne au centre du peloton de gendarmerie de haute montagne de Pierrefitte-Nestalas. C'est l'adjudant Emmanuel Paddeu, le régulateur du jour, qui décroche. Son rôle : prendre en charge les alertes et déterminer quels moyens engager sur le secours, mais aussi répondre aux demandes d'information du public.



Il doit localiser le plus précisément possible les victimes pour donner leurs coordonnées à l'équipe de secouristes. Pour cela, le PGHM utilise un logiciel qui permet de localiser la personne via un message. Chaque semaine, la permanence alterne entre le PGHM et les CRS, où ils se chargent de porter secours à des personnes blessées ou perdues, ou de rechercher des personnes disparues. Lors de leur tour, trois gendarmes sont d'astreinte en plus du détachement aérien, pour partir en caravane terrestre si nécessaire.

Au total, ils sont quinze à faire partie de cette unité, avec des qualifications variées et complémentaires : guides de montagne, instructeurs de secourisme, observateurs nivo-météo, ou encore officiers de police judiciaire. La brigade a aussi deux équipes cynophiles de recherches en avalanche. Ils couvrent toute la chaîne pyrénéenne sur le département, mais aussi sur la Haute-Garonne, car leurs moyens sont mutualisés avec leurs collègues du 31 depuis 2008.

« Nous dispensons aussi des formations élémentaires sur la pratique de la montagne », explique le capitaine Jean-Marc Bougy.

Une équipe multiple

Pendant ce temps-là au détachement aérien de Laloubère, la « DZ » dans le jargon des gendarmes (pour « dropping zone »), l'équipe se prépare à partir sur une nouvelle intervention. Le Samu leur a signalé un jeune patient ayant fait un malaise suite à une chute sur les pistes à Peyragudes, qui se plaint de douleurs au ventre. En l'espace de quelques minutes, ils enfilent les vêtements nécessaires et chargent tout le maté-

riel dans l'hélicoptère, le Choucas 65. Ils sont cinq à composer l'équipe : deux secouristes du PGHM, un pilote et un médecin treuilliste de la gendarmerie et un médecin du Samu.

Après une quinzaine de minutes de vol, ils voilà au chevet du skieur. Le docteur Pascal Fernandez effectue un examen rapide, avec un échographe portable. Rien d'inquiétant en vue, et à ce moment-là, l'équipe reçoit un appel pour une autre intervention. Ils n'ont que quelques instants pour décider de la marche à suivre. Une ambulance est finalement appelée pour le garçon, et ils repartent immédiatement vers Fabian, près de Saint-Lary, où trois randonneurs sont en mauvaise posture.

Les jeunes hommes ont entrepris de grimper le flanc de montagne face à leur gîte. Au moment de redescendre, l'un d'eux a glissé sur une quinzaine de mètres avant de chuter de plusieurs mètres dans un ravin. Le pilote manœuvre pour permettre aux secouristes et au médecin de descendre tour à tour avec le treuil. Première étape : hélitreuiller les deux touristes qui ne sont pas blessés. Il faut ensuite du temps pour stabiliser le blessé et le mettre sur la civière. Mais le niveau de kérosène de l'hélicoptère baisse. Décision est donc prise pour le pilote et le mécanicien de rentrer à la DZ pour déposer les deux secourus et refaire le plein, puis revenir chercher le reste de l'équipe et le blessé. Une fois évacué, ce dernier sera transporté à l'hôpital de Tarbes.

La nuit vient de tomber, mais pour l'équipe du Choucas 65, le travail ne s'arrête pas, car le téléphone vient de se remettre à sonner.

Source : www.ladepeche.fr

ACTUS

Retrouver l'intégralité de nos news sur le www.aamfg.fr, rubrique Actualités



BRIGADE NUMÉRIQUE DE LA GENDARMERIE

« NOUS AVONS TRAITÉ ENVIRON 160.000 DEMANDES EN DEUX ANS », EXPLIQUE SON COMMANDANT

INTERVIEW Le capitaine Patrice Georget, commandant de la « brigade numérique » de la gendarmerie, fait le bilan de cette unité innovante, lancée il y a tout juste deux ans

La gendarmerie a lancé il y a deux ans sa « brigade numérique », une unité composée d'une vingtaine de militaires traitant les demandes qui leur sont adressées via un site Internet dédié. Depuis son lancement, environ 160.000 sollicitations ont été traitées, indique à 20 Minutes le commandant de cette unité innovante, le capitaine Patrice Georget.

Pour l'officier, si les premiers résultats sont encourageants, il est nécessaire de mieux faire connaître ce dispositif. C'est une petite innovation technologique que la gendarmerie a lancée il y a tout juste deux ans. Plus besoin de se déplacer dans une brigade pour parler à un gendarme. A Rennes, dans les locaux de la « brigade numérique », une vingtaine de militaires répondent 24 heures sur 24, sept jours sur sept aux demandes qui leur sont adressées à partir d'un site internet dédié.

Depuis son lancement, le 27 février 2018, la brigade numérique en a traité plus de 160.000. Ils reçoivent des informations, comme des vidéos choquantes circulant sur les réseaux sociaux ou des signalements de violences sexuelles. Le commandant de cette unité, le capitaine Patrice Georget, a répondu aux questions de 20 Minutes.

La brigade numérique a été lancée le 27 février 2018. Quel bilan en tirez-vous après deux ans d'activité ?

Globalement, nous pouvons être satisfaits de l'activité de la brigade numérique. Mais nous sentons que les usagers n'ont pas encore pleinement intégré qu'il était possible de contac-

ter une force de sécurité intérieure, et particulièrement la gendarmerie, par le biais du canal numérique.

Il faut dire que, jusqu'à présent, ils rencontrent essentiellement les gendarmes lors d'une patrouille ou à l'occasion d'un passage dans une brigade. Ils doivent prendre conscience que cette unité singulière existe, qu'il s'agit d'un moyen innovant de trouver des informations, d'être orientés. Il faut un temps d'adaptation. Mais les résultats sont très encourageants.

Combien de personnes vous ont contactés ?

Depuis l'ouverture, nous avons reçu environ 160.000 demandes formulées par les usagers. Les sujets sont très variés. Cela peut être un jeune qui recherche de l'information en vue d'intégrer la gendarmerie, un automobiliste qui a été verbalisé et qui souhaite faire une requête auprès d'une autorité pour être exonéré de l'amende, des personnes qui nous signalent un véhicule en souffrance au même endroit depuis plusieurs jours, ou d'autres qui ont eu affaire à un à démarcheur à domicile un peu agressif.

Qu'apporte ce service aux usagers ?

Il y a plusieurs avantages. Le premier, c'est la disponibilité qu'offre la gendarmerie nationale à travers la brigade numérique. C'est un service disponible 24 heures sur 24. Il est donc possible d'obtenir une information ou d'en faire passer sans avoir à se déplacer, quel que soit l'endroit sur la planète où on se trouve, à n'importe quel moment de la journée, à partir de son smartphone, d'une tablette ou d'un ordinateur. En

revanche, la brigade numérique ne traite pas les urgences, ce n'est pas sa vocation initiale.

Le gouvernement a lancé une plateforme en ligne permettant aux victimes de violences sexistes ou sexuelles de signaler les faits. Elle repose en partie sur les gendarmes de la brigade numérique...

Lorsqu'une personne souhaite exposer une situation, elle va saisir son code postal sur la plateforme des violences sexuelles et sexistes. En fonction de l'endroit où elle habite, elle sera orientée soit vers la brigade numérique, soit vers une unité de police qui se trouve dans les Yvelines. Nous sommes disponibles 24 heures sur 24, 7 jours sur 7 alors que le 3919, numéro d'écoute national destiné aux femmes victimes de violences, ne fonctionne pas la nuit. Nous sommes en mesure d'apporter une réponse et d'écouter les personnes en souffrance.

Les gendarmes sont formés pour les conseiller, les orienter, et puis les conforter dans leur statut de victimes. Souvent, ces personnes sont dans une telle souffrance qu'elles se demandent si elles ne sont pas à l'origine de ce qu'elles ont subi. Il faut pouvoir faire preuve d'empathie, poser les bonnes questions, rebondir sur des petits détails évoqués par la victime ou le témoin qui nous signale des faits. Ça demande un certain savoir-faire. Depuis que le portail est ouvert, en ce qui concerne la brigade numérique, nous avons traité 2.100 demandes

Source : www.20minutes.fr

ACTUS

Retrouver l'intégralité de nos news sur le www.aamfg.fr, rubrique Actualités



UNE NOUVELLE APPLICATION DE LA GENDARMERIE FAIT DÉBAT

L'application GendNotes permet aux gendarmes de prendre des notes et de les transférer directement depuis leur smartphone. Un gain de temps qui pose néanmoins la question de la sécurisation et du traitement de données sensibles, parfois nécessaires à l'avancée d'une enquête judiciaire.



Orientation sexuelle ou religieuse, opinion politique, appartenance syndicale, données de santé... Voici les informations que peuvent noter les gendarmes français dans leur smartphone depuis le 21 février, au lendemain du décret du ministère de l'intérieur autorisant le traitement automatisé des données à caractère personnel sur l'application mobile « GendNotes ». Pourquoi lire La Croix ? La Croix vous explique, avec lumière et clarté, le monde qui vous entoure, afin que vous puissiez bâtir votre opinion.

Ce qui compte vraiment dans l'actualité La Croix Participez aux débats dans le respect des convictions de chacun et en disposant des meilleures sources d'information.

D'après l'article premier dudit décret, il s'agit de « faciliter le recueil et la conservation, en vue de leur exploitation, des informations collectées par les militaires de la gendarmerie nationale », notamment « à l'occasion d'investigations », et « faciliter la transmission de comptes rendus aux autorités judiciaires ».

DONNÉES PLUS OU MOINS SENSIBLES

« Un gendarme a toujours un petit carnet dans sa poche pour noter des renseignements, explique-t-on à la gendarmerie nationale. Afin de nous moderniser, nous utilisons depuis 2016 le NeoGend, smartphone chiffré, désormais équipé de cette application de prises de notes. » Dans des champs préremplis, le militaire peut ainsi renseigner le sexe, le nom et la date de naissance, la nationalité et la profession.

Ces données, ensuite, sont éventuellement transmises dans le logiciel de rédaction des procédures de la gendarmerie nationale

auquel ont accès les autorités judiciaires. En outre, le maire de la commune ou le préfet peuvent avoir accès à ces informations « dans la stricte limite du besoin d'en connaître », soit des cas exceptionnels, engageant la sécurité publique par exemple. « Un gain de temps considérable », assure l'administration. Sauf que le gendarme peut aussi être amené à noter des informations plus sensibles, notamment dans le champ « commentaires libres ». « Une victime agressée du fait de son orientation sexuelle par exemple, nous le notons car cette information permet de requalifier l'infraction en agression homophobe, détaille la gendarmerie nationale, insistant sur l'absence de toute « stigmatisation ou discrimination. »

DENQUÊTES SUR LEUR UTILISATION

C'est néanmoins ce risque qui fait tiquer associations et avocats. « C'est un décret imprécis qui n'offre pas assez de garanties », résume Maryse Artiguelong, vice-présidente de la Ligue des droits de l'Homme (LDH), pour qui « quand on a des données, en général, on les utilise ».

Une inquiétude partagée par Me Thierry Vallat, spécialiste du numérique. « Du moment que ces données sont stockées dans un logiciel ou sur un smartphone, il existe un risque de croisement d'informations », estime l'avocat qui insiste par ailleurs sur le risque de craquage du téléphone de l'officier de gendarmerie. Prudent, l'avocat spécialiste du numérique souligne aussi que, si nous sommes aujourd'hui dans un régime démocratique, « on ne sait pas ce qu'il peut arriver dans le futur et à quoi pourraient servir ces données ».

Et sans faire de procès d'intention aux gendarmes, il trouve tout de même problématique qu'ils soient seuls à décider de garder en mémoire ces informations, ou non. « Il serait préférable de mettre en place des garde-fous, suggère-t-il, comme un juge qui donnerait l'autorisation de noter une donnée sensible mais indispensable au bon procédé de l'enquête. »

LA GENDARMERIE SE VEUT RASSURANTE

« C'est une polémique qui me surprend », s'étonne Frédéric Le Louette, président de l'Association professionnelle nationale de militaires « GendXXI », pour qui l'utilisation de GendNotes ne représente en rien une révolution. « Nous serions les premiers à émettre des réserves si nous avions le sentiment que l'application peut poser problème et servir à un quelconque fichage », ajoute-t-il.

D'après la gendarmerie nationale, aucune information notée dans le champ « commentaires libres » de GendNotes n'est transmise automatiquement à quelque logiciel que ce soit. « Tout est fait par oral, mail ou écrit, comme au temps du carnet de notes. » Un point sur lequel la commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL), qui s'est montrée favorable à l'utilisation de GendNotes, a tout de même émis une réserve affirmant qu'« il conviendrait que les données sensibles soient transmises de manière chiffrée et que ces transmissions soient tracées ».

Source : www.la-croix.fr

ACTUS

Retrouver l'intégralité de nos news sur le www.aamfg.fr, rubrique Actualités



MUNICIPALES :

CES HAUT GRADÉS MILITAIRES

QUI ENTRENT EN CAMPAGNE

Pas moins de sept généraux en retraite de la gendarmerie se présentent aux élections municipales.

Source : www.jejdd.fr



Combien de villes compteront le 22 mars au soir un général de gendarmerie au sein ou à la tête de leur conseil municipal? Selon les calculs du JDD, pas moins de sept généraux, parmi lesquels deux anciens directeurs généraux de la gendarmerie, se présentent au suffrage électoral. Cas emblématique, le général Richard Lizurey. Jusqu'en octobre dernier, il dirigeait les quelque 100.000 gendarmes de France. Il occupe aujourd'hui la 7^e position sur la liste du maire sortant sans étiquette de Chartres (Eure-et-Loir). Une ville que cet Alsacien de naissance fréquente depuis son mariage et où il a installé le siège de la société de conseil qu'il vient de créer.

Un autre ancien directeur général, de 2008 à 2010, Roland Gilles a lui aussi décidé de s'engager aux municipales. Originaire d'Albi (Tarn), ce général cinq étoiles a rejoint la liste de la maire sortante

et, bataille de képis en perspective, trouvera un autre général, deux étoiles, ancien de l'armée de terre, sur une liste concurrente. Le Tarn, terre de généraux? Un « trois étoiles », Nicolas Guéraud, ancien responsable des services informatiques de la gendarmerie, se présente également à Rabastens.

Des candidatures très diverses

Retour au pays, attachement géographique ou caution sécuritaire... Tous les scénarios coexistent dans les candidatures de ces hauts gradés qui fleurissent aux quatre coins du pays. Que ce soit sur les rives du lac Léman avec Jacques Grandchamp à Publier (Haute-Savoie), au Plessis-Robinson en région parisienne avec Jacques Vire, à Rochefort (Charente-Maritime) ou Alain Giorgis a jeté l'ancre après avoir achevé sa carrière comme commandant des écoles de gendarmerie ou encore à Marseille (Bouches-du-Rhône) avec David Galtier.

Martine Vassal, tête de liste Les Républicains, a en effet désigné ce général d'armée (5 étoiles) comme son « Monsieur Sécurité ». Mais c'est aussi ce natif de la cité des Olives qui a été choisi pour affronter, dans le 7^e secteur, le leader local du Rassemblement national, le sénateur Stéphane Ravier qui s'était imposé en 2014 dans les 13 et 14^{es} arrondissements.

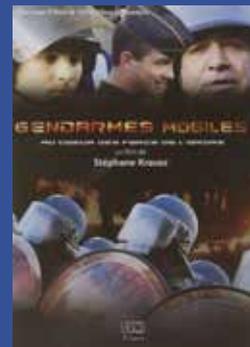
LES GENDARMES MOBILES NE SONT PAS DES CRS

Reportage en immersion au plus près de la formation d'une unité de gendarmes mobiles que l'on confond souvent sur le terrain de la violence de la répression avec les CRS.

Stéphane Krausz réalise quinze ans après son reportage consacré aux CRS, un nouveau reportage dont les personnages principaux sont des gendarmes mobiles au moment où ceux-ci entrent sous le commandement du ministère de l'Intérieur et durant ces années de l'histoire sociale et politique en France où la violence de la répression policière se manifeste toujours davantage dans une totale impunité. Poursuivant le parti pris déjà à l'œuvre au moment de la réalisation de ses Combattants de l'ordre, Stéphane Krausz propose une mise en scène publicitaire du métier de gendarme mobile, sans distance critique aucune comme si le reportage était

destiné à une émission télévisée sur TF1. La voix off ultra maladroite vient ici sursurligner les décisions des gendarmes dans leurs modes opératoires pour défendre sans cesse l'idéologie selon laquelle la menace est omniprésente de la part des manifestants (terme sur lequel le film se termine) : c'est d'ailleurs suite aux manifestations de 1968 que la gendarmerie mobile aurait été créée et de là cette croyance indécrottable qu'il n'y a qu'un ordre possible, autre que celui émanant des plus hautes instances de décision de l'État. Le contexte social des différentes manifestations est rarement évoqué même si l'un des protagonistes parmi les gendarmes admet comprendre le ras-le-bol des personnes qui se retrouvent au chômage après la délocalisation de leur usine avec l'assentiment implicite de l'État. Le film non seulement ne dénonce pas l'usage de la violence des gendarmes mais en

fait un spectacle en utilisant notamment la musique issue des films d'action les plus lourdement testostéronés made in USA des années 1990. Il ose même suivre rapidement une préparation de manifestants pacifistes adeptes de la communication non violente pour en faire des ennemis qui se préparent à la confrontation avec lesdites forces de l'ordre. La question centrale totalement omise au-delà de l'hommage aveugle offert à ces hommes aux questionnements assez troubles sur la citoyenneté française, est celle de la définition de l'ordre défendu qui a aucun moment n'est abordée alors même que l'expression est si souvent utilisée pour justifier des choix de vie.



ACTUS

Retrouver l'intégralité
de nos news
sur le www.aamfg.fr,
rubrique Actualités



PREMIÈRE DONATION DE SCELLÉS JUDICIAIRE AUX ASSOCIATIONS

C'est une première, le tribunal judiciaire de la cité a remis, mercredi dernier à trois associations caritatives, de nombreux biens saisis dans le cadre d'enquêtes pénales. Des scellés encombrants pour la juridiction, confisqués ou tombés dans le domaine public, leurs propriétaires n'ayant pas été identifiés.

Parmi les scellés remis au commissariat de Bar-le-Duc, un costume d'attaque pour l'entraînement des chiens, confisqué à son propriétaire à titre définitif par la justice. La salle d'audience correctionnelle du tribunal judiciaire de Bar-le-Duc n'avait pas son allure habituelle, mercredi après-midi dernier. Pas de magistrats en robe ni d'avocats en vue, encore moins de détenus et de prévenus. L'heure était plutôt à la décontraction en présence de représentants d'associations caritatives locales, de la gendarmerie et de la police nationale. La juridiction organisait en effet sa première remise de scellés judiciaires dans le cadre d'une convention signée il y a un an entre la Direction nationale d'interventions domaniales et le parquet du tribunal de grande instance, ensuite déclinée sur le plan local. Sur des tables aménagées, de nombreux objets étaient présentés : écran LCD, ordinateurs, téléphones portables, enceintes, outillage, tabourets, tableaux, VTT, vêtements, jeux vidéo, valise, pied de biche, pioches, masses et même un lot de... cannes à pêche.



Source : www.estrepublikain.fr

LES AGENTS DE LA VILLE DE LIMOGES PEUVENT MAINTENANT CONSACRER 30 JOURS À LA GARDE NATIONALE

La ville de Limoges s'est engagée auprès de la Garde nationale, en multipliant par 6, la capacité d'engagement de ses réservistes.



Elle est peu connue du grand public, et pourtant : la Garde nationale intègre 76.000 personnes. Et la secrétaire d'État auprès de la ministre des Armées Geneviève Darrieussecq, qui était à Limoges ce lundi 17 février, ambitionne de faire grimper les effectifs à 85.000 personnes. Pour cela, il faut faciliter l'intégration de tout citoyen, quelle que soit sa profession ou son niveau de diplôme, dans une réserve, qu'elle soit des armées, de la gendarmerie ou de la police. En la matière, la Ville de Limoges donne l'exemple.

AU-DELA DES DISPOSITIONS LÉGALES

Dans la convention qu'a signée ce lundi le maire Émile-Roger Lombertie avec la générale Anne Fougerat, secrétaire générale de la Garde nationale, et la ministre, la ville va au-delà des dispositions légales en faveur de ses réservistes. Les réservistes travaillant à la ville de Limoges sont désormais plus disponibles. Ils peuvent se consacrer à la réserve 30 jours par an sur leur temps de travail, contre 5 jours prévus par les textes.

À l'occasion de sa visite à Limoges, Geneviève Darrieussecq a également rencontré des jeunes de la classe défense de l'institution Beaupayrat. © Thomas Jouhannaud
D'autre part, le délai de prévenance a été réduit : il passe des quatre semaines légales à deux semaines pour les missions de courte durée. Et en cas d'arrêt ministériel, les réservistes sont libérés immédiatement, sans attendre les deux semaines réglementaires.

PARTENAIRE DE LA DÉFENSE

La Ville devient ainsi officiellement « partenaire de la Défense nationale », ce qui lui octroie l'accès à des informations relatives à la défense et à la sécurité nationales, ainsi qu'au réseau des entreprises partenaires de la Défense. Pour le maire, « il est important que les collectivités donnent l'exemple à suivre en mettant à disposition le plus rapidement possible des réservistes quand notre nation en a besoin ». Pour intégrer la Garde nationale, il faut avoir au minimum 17 ans. Rendez-vous sur garde-nationale.gouv.fr.

Source : www.lepopulaire.fr

ACTUS

Retrouver l'intégralité de nos news sur le www.aamfg.fr, rubrique Actualités



CRÉATION DU PRIX

DU ROMAN DE LA GENDARMERIE NATIONALE



Ce prix sera remis pour la première fois au début de l'année 2021, le manuscrit sélectionné devant être publié par les éditions Plon, précise la gendarmerie dans un communiqué.

Peut participer à ce prix « tout gendarme actif ou retraité, tout réserviste (opérationnel ou citoyen), tout personnel civil de la gendarmerie nationale, écrivant un roman littéraire, historique ou policier dans lequel la gendarmerie, les territoires et le rapport au métier de gendarme occupent une place cardinale ».

Peut également concourir, « tout auteur qui écrirait lui aussi un roman littéraire, historique ou policier sur la gendarmerie (ou dans laquelle, cette dernière occuperait une place prépondérante) », ajoute la gendarmerie. La date limite d'envoi des manuscrits aux éditions Plon a été fixée au 30 avril.

Le jury, présidé par le général Christian Rodriguez, directeur général de la gendarmerie nationale, sera composé notamment de gendarmes et d'auteurs déjà publiés.

La police a son prix, celui du quai des Orfèvres, créé en 1946.

Source : www.ladepeche.fr

RENCONTRE INSOLITE POUR LES GENDARMES

DANS LE GOLFE DU VALINCO

Les gendarmes d'Ajaccio ont partagé cette photo sur leur page facebook. Belle rencontre pour la brigade nautique dans le golfe du Valinco.

Les gendarmes d'Ajaccio ont partagé cette photo sur leur page facebook. Belle rencontre pour la brigade nautique dans le golfe du Valinco. Document Corse-Matin

Rencontre insolite pour la brigade nautique d'Ajaccio de la gendarmerie de Corse !

Au tout début du mois de février, alors que les hommes d'Ajaccio effectuaient une opération de surveillance dans le golfe du Valinco, un cachalot « d'un dizaine de mètre » a pointé le bout de son « nez » avant de replonger dans les profondeurs des eaux insulaires.

Une rencontre peu fréquente et encore plus rarement photographiée. Ils ont partagé sur leur page facebook la photo de l'évènement.



Source : www.corsematin.fr

ACTUS

Retrouver l'intégralité
de nos news
sur le www.aamfg.fr,
rubrique Actualités

TOULOUSE : UNE CELLULE PILOTE

DE LA GENDARMERIE CONTRE LES VIOLENCES CONJUGALES



La CeLVic a été créée début janvier. 220 000 femmes sont victimes de violences physiques ou sexuelles en France chaque année. A Toulouse, la compagnie de gendarmerie de Toulouse-Mirail – dont le ressort couvre l'ouest toulousain – vient de lancer un projet pilote en France : la CeLVic.

Source : www.centpourcent.fr

Il s'agit d'une cellule dédiée au traitement des violences conjugales. « Une réponse sur mesure au profit de victimes particulièrement vulnérables qui méritent une prise en charge globale et partenariale, à la fois préventive et répressive » explique la gendarmerie.

Instaurer un climat de confiance avec les victimes

Les six enquêteurs spécialisés sont installés à Villeneuve-Tolosane, au sein de la brigade de gendarmerie locale. Leur objectif : prendre le temps de traiter « au cas par cas » indique le lieutenant-colonel Emmanuel Chanon à l'initiative avec sa hiérarchie de ce projet pilote en Occitanie « ce sont des enquêteurs volontaires donc qui ont eu des formations en la matière et qui s'intéressent au sujet. Donc ils ont une vraie motivation. La clé : c'est le climat de confiance instauré avec les victimes ». Le patron de la compagnie de gendarmerie Toulouse-Mirail révèle « une vraie problématique violences conjugales » sur le ressort de sa compagnie.

Cugnaux particulièrement en proie aux violences sur conjoint

Pour preuve, depuis le 6 janvier, date de sa création, la CeLVic a traité 43 procédures et 78 auditions, dont 14 gardes à vue. Surtout à Cugnaux, mais aussi sur Saint-Lys ou Léguevin.

L'avantage d'une telle cellule dotée de spécialistes réside dans sa capacité à « qualifier rapidement l'infraction ». « Quand une plainte est déposée en brigade ou en commissariat, c'est beaucoup plus difficile d'être à l'écoute. Au même moment il y a les infractions du quotidien à traiter. Pas simple dans ce contexte pour les victimes de se confier » explique le major Pierre Bizet, ancien limier de la Section de recherches. Le patron de la CeLVic décrit son travail « ici nous prenons le temps et parvenons à matérialiser l'infraction. On entend non seulement la victime, mais le conjoint, les enfants quand il y en a. Et ensuite nous transmettons au magistrat qui décide ou non de poursuivre. » Lorsqu'il y a crime de sang ou féminicide, la cellule de Villeneuve passe le relais aux enquêteurs des brigades de recherches ou de la Section de recherches de la gendarmerie.

60 personnes étaient, ce jeudi, rassemblées à Villeneuve-Tolosane pour l'inauguration de la CeLVic : magistrat du Parquet, élus, partenaires institutionnels et associatifs sont venus assister à la présentation de ce dispositif novateur.

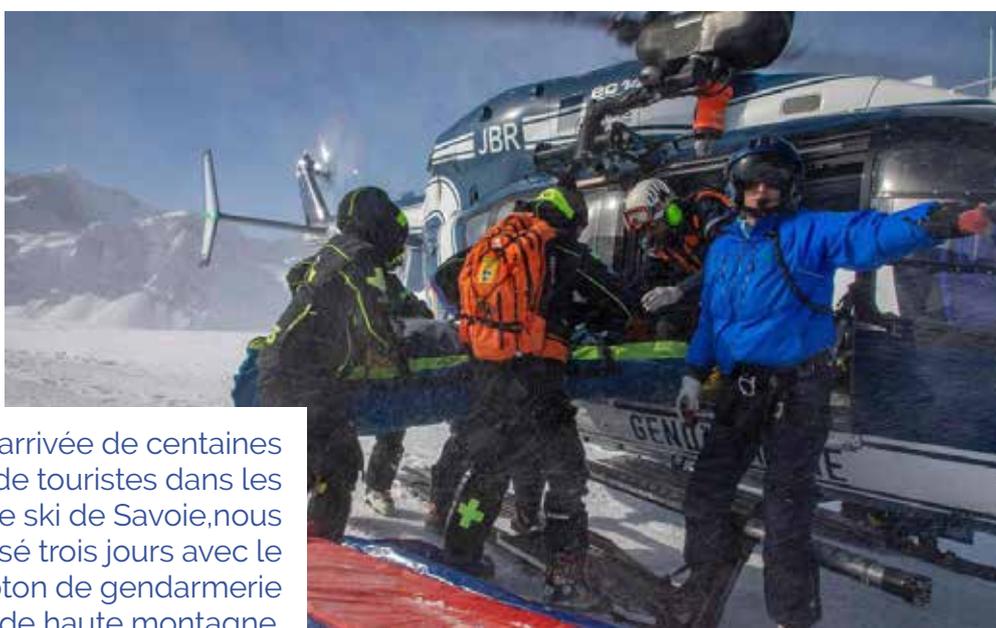
CeLVic Cellule de lutte contre les violences conjugales : 05 62 87 10 64 / cgd.toulouse-mirail+celvic@gendarmerie.interieur.gouv.fr
2 rue de l'Hôtel de Ville 31270 Villeneuve-Tolosane

ACTUS

Retrouver l'intégralité
de nos news
sur le www.aamfg.fr,
rubrique Actualités



AVEC LES GENDARMES DE HAUTE MONTAGNE, LES ANGES GARDIENS DES SOMMETS



Avant l'arrivée de centaines de milliers de touristes dans les stations de ski de Savoie, nous avons passé trois jours avec le PGHM, le Peloton de gendarmerie de haute montagne.

Encore une fois, leur repas sera froid. Comme presque toujours quand le soleil brille sur les montagnes. Ce mercredi, Frédéric Arnoult, le médecin urgentiste du Peloton de gendarmerie de haute montagne (PGHM) de Modane (Savoie) vient de s'installer à table quand la radio crépite. « C'est toujours à cette heure-ci que ça commence », glisse le docteur.

Le service des pistes de Tignes vient de prendre en charge un skieur blessé au bras. Percuté par un snowboarder, il a une vilaine plaie à avant-bras et une évacuation rapide vers un hôpital est vitale. Le trajet prendrait des heures aux pisteurs de Tignes. Au téléphone, tel un médecin régulateur du Samu, Frédéric Arnoult recueille les premières informations. Et tranche : le cas est sérieux, il faut se rendre sur place. Sylvain et Michaël, deux secouristes du PGHM, mettent leur baudrier et grimpent avec le médecin à bord de l'EC145 de la gendarmerie. L'hélicoptère s'envole, glisse au milieu des sommets enneigés de la vallée de la Maurienne et remonte vers Tignes. Dix minutes plus tard, David pose l'appareil sur les pistes de la station,

dans un nuage de neige. Sylvain et Michaël sautent de l'appareil sous un souffle impressionnant...

Le blessé est pris en charge par le médecin urgentiste, qui stoppe l'hémorragie, avant d'être embarqué dans l'hélicoptère, direction le bloc opératoire de l'hôpital de Bourg-Saint-Maurice. Il aura fallu à peine 30 minutes aux gendarmes du PGHM pour transporter le blessé à l'hôpital. Un temps d'intervention extrêmement court dans ce secteur montagneux difficile d'accès en voiture.

Pendant les vacances, une hausse des collisions sur les pistes

Des interventions comme celle-ci, les 33 secouristes du PGHM de Savoie, basés à Modane et Courchevel, se préparent à en réaliser des dizaines pendant les semaines qui viennent. Près de 900 000 touristes sont ainsi attendus toutes les semaines en Savoie, qui accueille certaines des plus grandes stations de ski au monde, durant les vacances scolaires.

« La hausse de la fréquentation entraîne une hausse des interventions, notamment les collisions sur piste, souligne le chef d'escadron Patrice Ribes, patron du



ACTUS

Retrouver l'intégralité
de nos news
sur le www.aamfg.fr,
rubrique Actualités



PGHM de Savoie. Même si notre cœur de métier est la montagne, nous intervenons en station quand une blessure nécessite l'intervention d'un médecin

en urgence. » Soucis cardiaques, fractures du fémur, plaies ouvertes, traumatismes au niveau de la colonne vertébrale... autant de pathologies urgentes gérées par le PGHM de Savoie qui dispose de trois hélicoptères durant les vacances scolaires.

Une période agitée pour ces gendarmes, qui rencontrent alors « une population qui connaît moins la montagne, confie le major Laurent Colliaut, en poste à Courchevel. C'est pourtant une zone dangereuse où les choses peuvent vite dégénérer. » Ce lundi soir, un jeune skieur en vacances en a fait l'expérience. Parti skier avec deux amis, il s'est égaré en dehors des pistes peu avant la tombée de la nuit. Incapable de retrouver son chemin, il a eu le bon réflexe d'envoyer sa position à ses amis qui ont alerté le PGHM.

L'hélicoptère de Modane part donc à sa recherche, « car le jeune homme est peu équipé, il ne répond plus à son téléphone et pourrait être en grand danger s'il doit passer la nuit dehors », souffle le commandant Ribes. Peu avant 20 heures, le touriste est finalement découvert... emmitoufflé sous la couette d'un chalet dont il avait cassé la vitre pour se mettre à l'abri.

« Cette fois, ça se termine bien, remarque le patron du PGHM Savoie. Mais c'est aussi le bon exemple du manque de connaissances du milieu qui peut parfois avoir de terribles conséquences. Il y a quelques bases à observer : partir avec son téléphone chargé que l'on peut facilement géolocaliser, ne pas s'aventurer n'importe où, être équipé d'un détecteur de victimes d'avalanche et prendre un guide ou un moniteur si on veut faire du hors-piste. »

« La montagne ne pardonne pas toujours... »

Des professionnels de la montagne qui n'évitent pas tous les risques. Peu avant 16 heures ce mercredi, le PGHM de Modane est alerté d'une avalanche sur le domaine des 3 Vallées. En quelques instants, les visages des sauveteurs changent, les plaisanteries cessent. Un homme serait blessé, et un skieur coffré dans l'avalanche. Michaël embarque son chien de recherche à bord de l'hélicoptère. Cette fois-ci, tout se termine bien. Un touriste suédois emporté par la neige a survécu à une chute de 90 m.

« C'est un miracle, souffle Yannick, secouriste du PGHM. Malheureusement, ce n'est pas toujours le

« C'est notamment le cas sur les pistes, où des règles de bonnes conduites sont en vigueur : maîtrise de la vitesse, stationnement sur le côté ou encore priorité au skieur en aval... »

cas... La seule chose que l'on peut dire aux vacanciers qui arrivent c'est d'être très prudents, la montagne ne pardonne pas toujours... » Dix jours plus tôt, lui et son équipier

n'avaient ainsi rien pu faire pour un skieur emporté par une avalanche à Valmeinier...

Des gendarmes secouristes, mais aussi enquêteurs. La montagne n'est pas la route : sur les pistes pas de limitation de vitesse ni d'interdiction de dépasser. Et rien n'interdit non plus le hors-piste. « La montagne n'est pourtant une zone de non-droit, des règles doivent être respectées », assure Patrice Ribes, patron du PGHM de Savoie.

C'est notamment le cas sur les pistes, où des règles de bonnes conduites sont en vigueur : maîtrise de la vitesse, stationnement sur le côté ou encore priorité au skieur en aval... Des règles qui n'ont pas force de loi, mais qu'il convient de respecter au risque de poursuites. Car si les gendarmes du PGHM sont avant tout des sauveteurs, ils se muent aussi en enquêteurs en cas d'accident grave.

Ce mercredi, après une chute entre deux pistes à La Toussuire, pendant que le médecin prodigue les premiers soins à une jeune femme, Yannick, gendarme au PGHM de Modane, photographie les skis de la blessée ou encore les barrières de sécurité installées par la station. Des éléments qui serviront si la situation est judiciairisée. « Même si les poursuites au pénal sont rares, tout accident causant des blessures entraîne une enquête, souligne le commandant Ribes. Les gens doivent savoir que leur responsabilité peut être engagée en cas d'accident, qu'ils s'exposent à payer des dommages et intérêts s'ils sont en faute et causent des blessures ou un décès. »

Tous les ans, une centaine d'enquêtes sont ainsi diligentes par le PGHM de Savoie. C'est notamment le cas lorsqu'un professionnel de la montagne, guide ou moniteur de ski, est en cause. Et c'est systématique en cas d'avalanche mortelle. Parfois co-saisi avec une section de recherche, le PGHM apporte alors « son expertise du milieu » et sa connaissance des bonnes pratiques en montagne.

L'antenne de Modane avait notamment participé à l'enquête sur l'avalanche qui avait coûté à la mort à six légionnaires en 2016 à Valfréjus et qui a abouti à la condamnation de quatre gradés pour homicides involontaires. Depuis le début de l'année, plusieurs enquêtes ont été ouvertes après des avalanches mortelles.

Source : www.leparisien.fr

ACTUS

Retrouver l'intégralité
de nos news
sur le www.aamfg.fr,
rubrique Actualités

NOUVELLE CASERNE DE GENDARMERIE DE SALIN-DE-GIRAUD

Le besoin de nouveaux locaux pour la Gendarmerie Nationale de Salin-de-Giraud se faisait ressentir depuis plusieurs années.

Afin de répondre à cette nécessité, le bureau des affaires immobilières du Groupement de Gendarmerie départementale des Bouches-du-Rhône, la coopérative de construction UrbanCoop et la SEM du Groupe Sampa (Société d'Économie Mixte du Pays d'Arles) se sont rapprochés afin d'étudier la faisabilité de cette réalisation.

Ainsi, ce sont 240 m² de locaux et 7 logements (du T3 au T5) qui seront livrés aux Gendarmes de Salin-de-Giraud en septembre 2020.

David Grzyb – Président du Groupe Sampa est particulièrement fier de cet investissement attendu de la part des Gendarmes concernés, assumé à 100% par la SEMPA, la Ville d'Arles et l'État.

Pour David Grzyb, la première des obligations dans le domaine de la sécurité est de permettre aux Gendarmes, comme aux Policiers nationaux, de bénéficier de conditions de travail et d'habitat dignes et respectueuses de leur engagement permanent à notre service.

Le projet en quelques chiffres

- 240 m² de locaux pour la Gendarmerie en elle-même
- 6 logements (1 T3 – 3 T4 – 2 T5)
- 1 logement pour les Gendarmes Adjoints Volontaires
- Coût de l'opération : 1,7 Million €
- Prêt assuré à 100 % par la Caisse des Dépôts et Consignations
- Emprunt garanti à 100 % par la Ville d'Arles
- Date de livraison prévue : septembre 2020



Source : www.reseauscet.fr



LES PLAYMOBIL

INVESTISSENT LE MUSÉE DE LA GENDARMERIE NATIONALE À MELUN

Une exposition de Playmobil est proposée au musée de la gendarmerie nationale, à Melun.

Il utilise sa collection personnelle pour des mises en scène qu'il expose à travers la France. Du samedi 8 jusqu'au dimanche 23 février, le musée de la gendarmerie de Melun accueille l'exposition La gendarmerie, toute une histoire en Playmobil. Le collectionneur Dominique Béthune proposera différentes scènes Playmobil intégrant des décors de fond afin d'ajouter au réalisme.

C'est en parcourant les allées des magasins de jouets pour sa fille que Dominique Béthune a fini par replonger. « J'ai découvert ces figurines en 1976. J'étais à l'hôpital pour une opération et mes parents m'en avaient offert, confie-t-il. Plus tard, j'ai acheté à ma fille les boîtes Playmobil que je n'avais pas eues plus jeune et qui me faisaient rêver dans les catalogues. »

À Melun, les amateurs pourront découvrir l'histoire de la gendarmerie de manière ludique avec des maquettes customisées et des impressions en 3D. Une exposition qui devrait ravir les amateurs de ces célèbres figurines créées en Allemagne, en 1974.

Renseignements – Musée de la gendarmerie nationale :

1/3 rue Emile-Leclerc à Melun. Exposition accessible à partir de 6 ans.

Tarif : 3€. Plus d'informations : 01 64 14 54 64 ou www.gendarmerie.interieur.gouv.fr/musee

Source : actu.fr

ACTUS

Retrouver l'intégralité
de nos news
sur le www.aamfg.fr,
rubrique Actualités

CHAMBLY :

UN CHALLENGE SOLIDAIRE POUR AIDER LE GENDARME BLESSÉ



Les militaires de la brigade de Chambly (Oise) ont lancé une initiative pour soutenir leur collègue grièvement touché lors d'une intervention.

Le vendredi 17 janvier, à 20 h, la vie du gendarme Alexandre bascule. Alors qu'il intervient pour sécuriser un véhicule en panne sur la route départementale 1001, le jeune militaire de la brigade territoriale autonome (BTA) de Chambly (Oise) est fauché par un véhicule.

Grièvement blessé, souffrant de multiples fractures, il est hélicopté au CHU d'Amiens. Son pronostic vital est engagé. Aujourd'hui, les nouvelles sont plutôt rassurantes. Après plusieurs heures d'opération, Alexandre est toujours hospitalisé à Amiens (Somme) en attendant de trouver un centre pour sa rééducation qui s'annonce très longue.

Émus par le drame qui aurait pu coûter la vie à leur collègue, des gendarmes camblysiens ont lancé l'idée d'un challenge Courir/marcher pour Alex sur les réseaux sociaux.

Objectif : venir en aide au militaire et à ses proches. « Tous ses frais médicaux devraient être pris en charge, mais pour sa famille, qui vit en Bretagne, et sa compagnie, les nombreux allers-retours et les séjours à Amiens représentent des frais importants » confie le gendarme Matthieu, coordinateur de l'initiative.

Un élan de solidarité s'est créé autour de lui et ça lui apporte un soutien moral. La course ou la marche,

c'est un moyen ludique de participer à cette collecte de dons.

COMPTER LES BORNES

Le principe du challenge est simple : jusqu'au samedi 29 février, les personnes qui souhaitent y participer doivent comptabiliser leurs kilomètres parcourus lors d'une marche ou d'une course. Chaque kilomètre vaut un euro.

À la fin du mois, les participants adressent leur chèque à la brigade territoriale de Chambly (Challenge courir/marcher pour Alex, 468, avenue des Martyrs, 60 230 Chambly) et à l'ordre – uniquement ! – de l'association Gendarmes de cœur.

Celle-ci collectera les dons et reversera ensuite la somme globale à la famille d'Alexandre. « Tout le monde peut participer. Nous intervenons en complément de ce qui est déjà mis en place par l'institution pour aider ce jeune homme et ses proches », explique Marilyn Lemaire, présidente de Gendarmes de cœur et épouse d'un militaire.

Le vendredi 28 février, l'association des cheminots de Chambly organisera un tournoi de futsal à Moulin-Neuf. Des gendarmes camblysiens y participeront. Les recettes – inscriptions et buvette – seront reversées à la famille d'Alexandre.

Source : actu.fr

ACTUS

Retrouver l'intégralité
de nos news
sur le www.aamfg.fr,
rubrique Actualités



Paca, la gendarmerie,
c'est près de 7 000
personnels dans 172
brigades territoriales
et 30 pelotons de
surveillance et
d'intervention

LA GENDARMERIE SOLLICITÉE EN 2019 SUR LE FRONT SOCIAL

Féminicides, Gilets jaunes, maintien de l'ordre : Marc Lévêque, le général à la tête des 5 000 gendarmes de la région, commente l'activité de 2019.

Le général de corps d'armée Marc Lévêque, commandant des 5 000 gendarmes sur les cinq départements de Paca, a dressé un bilan d'activités pour 2019. Si les violences volontaires sont en hausse de 11 % avec 13 000 faits, « le taux d'élucidation est élevé, ce qui ne console pas la victime », nuance le général. Les atteintes aux biens baissent de 3 % dont les cambriolages, en recul de 8,8 %.

S'agissant des féminicides, deux cas sont survenus en 2019 : les meurtres de Vidauban et de Tarascon qui ont marqué l'opinion. « Je comprends la réaction sociale », explique Marc Lévêque qui se dit d'ailleurs surpris « que cette attente sociale ne se soit pas cristallisée plus tôt ». La gendarmerie a « bien identifié l'attente croissante de la société et s'efforce de l'accompagner » mais « ce serait un péché d'orgueil de dire qu'on a les solutions », déclare-t-il, proposant d'ailleurs d'élargir la réflexion sur les violences conjugales aux violences intrafamiliales. La gendarmerie entend améliorer ses procédures opérationnelles tant d'« action collective » que de « gestion des situations individuelles en temps réel ». Le contenu des formations continues sera renforcé. La qualité de prise en charge des

victimes est essentielle. « Une fois qu'on a réglé à chaud une situation, quelle contrainte impose-t-on à l'auteur des violences ? Le problème du logement est souvent crucial. Concrètement comment s'organiser un samedi soir à 23 heures quand le gendarme cherche un interlocuteur pour trouver un logement d'urgence à une victime ? Il faut une offre de proximité. On ne peut pas envoyer une mère avec ses enfants à 100 km de chez elle, elle a une vie, un métier », explique le général qui attend le déploiement des moyens du ministère de la justice.

1 500 grenades tirées

En maintien de l'ordre, les 1 800 gendarmes mobiles des 16 escadrons d'Antibes à Tarbes ont été fortement mobilisés avec la crise sociale (gilets jaunes et réforme des retraites). « J'ai demandé à mes troupes de s'organiser pour ne pas se mettre psychologiquement et physiquement dans la zone rouge. » En 2019, ils ont tiré 1 500 grenades lacrymogènes dont 7 grenades F4 de désencerclement. Ce dernier modèle dangereux avec ses 25 gr d'explosif vient d'être remplacé par la grenade GM2L. 200 unités du nouveau modèle ont été déployées dans chaque escadron. « Je n'ai plus de grenade F4. le stock a été écarté. »

Source : www.lamarseillaise.fr

ACTUS

Retrouver l'intégralité de nos news sur le www.aamfg.fr, rubrique Actualités



René Iches, ancien gendarme, né le 24 janvier 1920 à Asprières a fêté ses 100 ans. À cette occasion, la communauté de brigades de Capdenac-Gare et l'amicale des retraités gendarmes et médaillés militaires du Bassin de Decazeville ont rendu visite au centenaire et à son épouse.

CAPDENAC-GARE LE CENTENAIRE RENÉ ICHES À L'HONNEUR

C'est dans leur logement, à Capdenac-Gare, que les deux retraités ont accueilli Bernard Augier, président de l'APRGMM, Patrick Darmedru, représentant départemental de la Caisse Nationale du Gendarme, le colonel Yann Fagard, le chef d'escadron Simon Carré, le major Laurent Laborda, le maire Stéphane Bérard et le conseiller départemental Bertrand Cavalerie.

Après avoir relaté la biographie et les faits d'armes de René Iches, le colonel Fagard lui a remis un livre souvenir sur la Gendarmerie Nationale. Patrick Darmedru a également remis un présent au retraité et une composition florale à son épouse.

Le parcours du gendarme Iches

En 1938, il signe à Rodez comme engagé volontaire avant d'être affecté à Valence. En 1939 il

est affecté au 192 Régiment d'Artillerie Lourde Tractée et est nommé brigadier. En 1940, il est nommé brigadier-chef et part pour le Régiment d'Artillerie. En 1941, il bascule en gendarmerie et est affecté à la 3 Légion de Gie. Il participe au débarquement en Provence en 1944 avec la première armée du général De Lattre de Tassigny et aux combats de la Libération. En 1946, il est affecté à Berlin au détachement de gendarmerie des FFA et est nommé maréchal des logis-chef. En 1955 il est nommé adjudant et embarque un an plus tard pour la campagne de Suez. Il part ensuite pour l'Algérie jusqu'en février 1957. Il rejoint enfin Berlin où il sera nommé adjudant-chef en 1962. Il est à la retraite depuis 1964.

Dans le civil, il travaillera pour l'ADEF en région parisienne et prendra définitivement sa retraite en 1982 où il s'installera à Capdenac-Gare avec son épouse.

Source : www.ladepeche.fr

AAMFG

L'Association d'Aide aux Membres et Familles de la Gendarmerie est membre de l'Entente Gendarmerie et fait partie des associations signataires de la Charte des associations avec la Direction Générale.

L'AAMFG apporte son expérience à tous ses membres.

Vous avez besoin d'aide pour faire face à une situation d'urgence, d'un renseignement, un problème qui touche votre famille (membre ou non), vous pouvez nous contacter directement.

Pour contacter un membre du bureau national, du conseil d'administration ou une de nos antennes :

Bureau National AAMFG - Caserne Bongeot 23000 GUERET - Tél. 05 55 51 51 33 - Email : secretariat@aamfg.fr

LES RESPONSABLES

Mme Murielle NOEL

Présidente Nationale

35, Les Planèzes
23400 BOURGANEUF
muriellenoel@aamfg.fr
06 87 18 26 67

Fabienne GOESLIER-CHALLES

Vice présidente

70, rue des Capucins
41200 ROMORANTIN LANTHENAY
fabiennechalles@aamfg.fr
06 86 30 17 40

Christine ROBIN

Secrétaire générale

155, chemin de Baylot
33240 SAINT ANDRE DE CUBZAC
christinerobin@aamfg.fr
06 62 63 33 55

Virginie RODRIGUEZ

Responsable entraide

4E rue du G^{al} Audibert 35200 RENNES
virginierodriguez@aamfg.fr
06 26 88 06 09

Marianne BARALE

349 chemin du Batailler
83230 BORMES-LES-MIMOSAS
mariannebarale@aamfg.fr
06 65 65 39 23

Christelle PINGEOT

87250 BESSINES SUR GARTEMPE
christellepingeot@aamfg.fr
06 22 26 60 59

Lydie LONGELIN

2 rue des Sorbiers 31850 MONTRABE
lydielongelin@aamfg.fr
06 81 10 94 67

Anne MARTINEZ

635 ave. de la monnaie - Bât. Pandamus
34170 CASTELNAU-LE-LEZ
06 50 49 68 49 - annemartinez@aamfg.fr

LES BUREAUX

Bureau Limousin

AAMFG - Caserne Bongeot

23000 GUERET
05 55 51 51 33
muriellenoel@aamfg.fr

Bureau Bretagne

AAMFG - Virginie RODRIGUEZ

Caserne de gendarmerie
85, bd Clémenceau BP 33284
35032 RENNES Cedex
06 26 88 06 09
virginierodriguez@aamfg.fr

Bureau Centre

AAMFG - Mme Fabienne GOESLIER-CHALLES

Gendarmerie Nationale
Allée Constant Duclos
41200 ROMORANTIN-LANTHENAY
06 86 30 17 40
fabiennechalles@aamfg.fr

POURQUOI ADHÉRER ?

www.aamfg.fr



L'Association d'Aide aux Membres et Familles de la Gendarmerie ne cesse de mener l'essentiel de son activité pour faire progresser les conditions de vie des familles de gendarmes. Animée d'une parfaite volonté et respectueuse de l'éthique d'une institution prestigieuse, l'AAMFG n'entend pas s'immiscer dans la gestion des affaires. Elle apporte un soutien à ses membres dans la gestion de dossiers parfois complexes et difficiles (sur le plan technique et/ou moral).

L'AAMFG s'engage également pour sensibiliser les autorités et l'opinion publique sur les problèmes rencontrés au quotidien. Enfin l'association par votre écoute, la veille menée par nos délégués et leur proximité représente une interface utile pour vous guider, vous orienter au fil des années passées aux côtés d'un gendarme.

Si à ce jour, la naissance de l'association reste marquée du mouvement historique de 2000, si des combats ont d'ores et déjà été gagnés au profit de l'amélioration de la qualité de vie pour tous, ensemble nous serons toujours plus forts et représentatifs de toutes les familles de la Gendarmerie, et ce, sans distinction de catégories de statuts (GAV, sous-officier, ...).

C'est pourquoi nous vous invitons à souscrire ou renouveler votre adhésion annuelle et ainsi de bénéficier au mieux de notre soutien, afin d'être solidaire des personnes dans les situations délicates que nous aidons chaque jour, pour contribuer au développement de notre action au service de la qualité de vie de la famille et lui donner sa juste valeur.

J'adhère à l'AAMFG pour l'année

Nom et prénom :

Adresse :

Code postal et ville :

Téléphone :

Portable :

E-mail :

Cotisation annuelle : 15 € ⁽¹⁾

Don de soutien à l'association :⁽²⁾

(montant libre et facultatif)

Total du paiement * (+1 + 2) :

Parrainage :

Je souhaiterais m'impliquer dans la vie de l'association et accepte des responsabilités départementales au sein de l'AAMFG (candidature soumise à acceptation après instruction de la candidature et détermination des missions possibles).

Merci d'expédier ce bulletin par courrier accompagné de votre paiement à l'adresse suivante :

AAMFG – Service des Adhésions

35, les planèzes 23400 Bourganeuf

*par chèque libellé à l'ordre de l'AAMFG